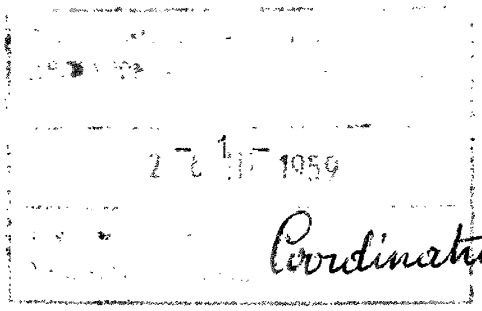
ML.



L. 6364/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 15 septembre 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la formation des officiers de carrière par la voie du cadre", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 28 janvier 1959, a donné le 9 février 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 15e september 1958 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de opleiding der beroepsofficieren langs het kader", zoals het door de Minister op 28 januari 1959 gewijzigd werd, heeft de 9e februari 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet, qui se rattache à l'exécution de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, a trait au recrutement des officiers de carrière par la voie du cadre.

\+

\+ \+

Le 26 juin 1958, la section de législation du Conseil d'Etat a donné un avis sur un projet d'arrêté royal "n° 2, pris en exécution de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve".

Suivant les termes du rapport au Roi qui accompagnait ce projet, la loi du 1er mars 1958 sera exécutée par trois arrêtés : le premier, relatif à la formation et à l'instruction de l'officier de carrière; le deuxième, relatif à l'avancement, l'ancienneté, la position et l'emploi des officiers de carrière, et le troisième relatif à l'officier de réserve.

Le projet actuel vise à régler une partie de ce qui est relatif à la formation et à l'instruction de l'officier de carrière.

Son intitulé fait apparaître que le Ministère de la Défense nationale renonce à numéroter les arrêtés d'exécution de la loi du 1er mars 1958.

.../...

Il y aurait, dès lors, lieu de modifier l'intitulé du projet d'arrêté royal n° 2 qui n'est pas encore pris, et de le remplacer par l'intitulé suivant :

"Arrêté royal relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière".

\+

\+ \+

L'intitulé du présent projet révélerait mieux son objet s'il était rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif au recrutement des officiers de carrière par la voie du cadre".

\+

\+ \+

La loi du 18 mars 1838 portant organisation de l'Ecole militaire ne constitue pas la base légale du projet; elle est citée parce que certains articles de celui-ci font allusion soit à des matières du concours d'admission à l'Ecole militaire, soit au classement d'élèves sortant de cette Ecole et des candidats officiers recrutés par la voie du cadre. Il n'est, dès lors, pas nécessaire de la viser dans le préambule.

.../...

Pour les mêmes raisons, l'arrêté royal du 15 août 1840, contenant les règlements de l'Ecole militaire, ne doit pas être visé dans le préambule du projet.

\+

\+ \+

Article 3.

L'article 3 dispose que, pour être admis à recevoir la formation d'officier par la voie du cadre, le candidat doit notamment :

"c) signer une déclaration par laquelle il s'oblige à servir à l'activité pendant dix ans au moins à partir de sa nomination au premier grade d'officier".

Une telle disposition ne signifie pas qu'après dix années d'activité l'officier pourra quitter les forces armées si bon lui semble. L'article 21 de la loi du 1er mars 1958 dispose, en effet, que la démission n'a d'effet que lorsqu'elle est acceptée par le Roi. Celui-ci n'est nullement tenu de l'accepter pour la seule raison que l'officier aurait effectué dix années de service.

L'article 3, c, est dès lors dénué de portée juridique.

\+

\+ \+

.../...

Article 10.

L'article 10 du projet dispose :

"Le Ministre de la Défense nationale peut imposer une épreuve préalable éliminatoire aux candidats à l'épreuve littéraire et scientifique autres que ceux qui reçoivent la préparation à cette épreuve dans une des écoles des forces armées. Il peut dispenser de cette épreuve préalable les candidats qui ont antérieurement satisfait aux épreuves qu'il détermine".

L'article 7 de l'arrêté royal du 29 avril 1954 remplacé par l'arrêté royal du 2 octobre 1956 qui règle actuellement la question, dispose :

"Le Ministre de la Défense nationale peut soumettre à une épreuve préliminaire les candidats à l'épreuve littéraire et scientifique, à l'exception de ceux qui sont élèves d'une des écoles des forces armées préparant à cette épreuve ou de ceux qui ont satisfait précédemment à certaines épreuves qu'il détermine".

Pour les candidats qui ont satisfait précédemment à certaines épreuves déterminées par le Ministre de la Défense nationale, le texte de l'article 7 de l'arrêté royal du 29 avril 1954 est préférable, car il fixe une règle générale dont ils pourront bénéficier s'ils ont satisfait à ces épreuves déterminées par le Ministre, alors que, suivant le projet, ce sera dans chaque cas particulier qu'il appartiendra au Ministre de décider s'il y a lieu ou non à dispense.

.../...

Le Gouvernement n'ayant pas l'intention d'apporter aux dispositions de 1954 des modifications sur ce point, le texte de cet article devrait être substitué à celui de l'article 10 du projet.

\+

\+ +

Article 11.

La partie liminaire de l'article 11 ne revêt aucune utilité; il y a lieu de l'omettre.

A l'article 11, b et c, la notion de "candidats qui ont réussi" ne comprend pas uniquement les candidats qui se sont classés en ordre utile au concours, mais également ceux qui, n'étant pas en ordre utile, ont cependant obtenu un nombre de points minimum fixé par le Ministre. Il y a, dès lors, lieu de modifier cette expression, qui peut susciter des difficultés d'interprétation .

\+

\+ +

Article 16.

L'article 16, § 1er, du projet dispose que :

"Le Ministre de la Défense nationale peut autoriser le candidat qui a subi un échec aux épreuves qui clôturent l'une des parties de la formation visée à l'article 15 à se présenter une seconde fois à ces épreuves, dans les conditions qu'il fixe".

.../...

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, le projet, en chargeant le Ministre de fixer "les conditions" dans lesquelles les épreuves peuvent être représentées, entend donner au Ministre le pouvoir de décider à quelle session le candidat devra se représenter et les cours qu'il devrait, éventuellement, suivre de nouveau.

Pour éviter toute incertitude concernant l'étendue des pouvoirs que le Roi confère au Ministre, il y aurait lieu d'en préciser les limites; le Conseil d'Etat propose un texte qui répond aux intentions du Gouvernement.

Une observation identique doit être faite à propos des articles 22, § 1er, 26, § 1er, 30, § 1er, et 33, § 1er.

\+

\+ \+

Article 18.

En son article 18, le projet prévoyait que le candidat officier du personnel navigant de la force aérienne qui, avant d'être nommé au grade de sous-lieutenant, perd sa qualité de membre du personnel navigant pour cause d'inaptitude physique ou professionnelle, peut être autorisé par le Ministre à achever sa formation dans un autre corps de la force aérienne en suivant les cours et en subissant avec succès les épreuves fixés par le Ministre. L'amendement ne reprend plus cette disposition, mais en prévoit une identique au profit du candidat officier auxiliaire de la force aérienne.

.../...

L'article 1er de la loi du 1er mars 1958 n'exclut pas la possibilité de recruter des officiers de carrière du personnel navigant de la force aérienne par la voie du cadre; le projet lui-même s'applique, sans doute possible, au recrutement de tels officiers. L'on aperçoit, dès lors, difficilement les raisons pour lesquelles la mesure de faveur prévue par l'article 18 du projet ne pourrait pas s'appliquer aux candidats officiers de carrière recrutés par la voie du cadre aussi bien qu'aux candidats qui désirent devenir officiers de carrière, après un passage dans le cadre auxiliaire.

Afin de supprimer cette inégalité de régime, il y aurait lieu de modifier l'article 18 afin d'en étendre le bénéfice aux candidats officiers de carrière.

\+

\+ \+

Article 34.

L'article 34 du projet dispose que, pour être nommé au grade de sous-lieutenant, le candidat ne peut avoir dépassé l'âge de 35 ans "à la date où prend effet sa nomination à ce grade".

La même disposition se retrouve aux articles 41 et 53.

.../...

Il va de soi qu'en se référant à la date à laquelle une nomination prend effet, le projet ne saurait consacrer la légalité de la rétroactivité des nominations au grade de sous-lieutenant qui serait conférée en dehors des cas prévus par la loi du 1er mars 1958 en ses articles 34, § 2, et 45, § 2.

\+

\+ \+

Articles 35 à 37, articles 42, 51 et 54.

Le Conseil d'Etat a donné le 26 juin 1958, sous le n° L. 6222, un avis sur un projet d'arrêté royal n° 2 pris en exécution de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Les articles 20 et 21 de ce projet disposent :

"Article 20. L'ancienneté relative des sous-lieutenants, nommés à la même date et qui ont participé à un même examen, est déterminée par le classement établi selon l'ordre décroissant des cotes obtenues à l'issue des cours et épreuves imposés pour leur nomination".

"Article 21. L'ancienneté relative des sous-lieutenants, nommés à la même date et qui n'ont pas participé à un même examen, est déterminée par le classement prévu à l'article 20, dans lequel les officiers issus des diverses sources de formation alternent

proportionnellement à leur nombre. Toutefois, le classement ainsi établi ne peut avoir pour effet de classer un officier avant un autre officier dont la cote d'examen est supérieure à la sienne de plus de dix pour cent du total des points".

Analysant ces articles, le Conseil d'Etat a déclaré dans son avis :

"Une telle disposition suppose que le classement des candidats au grade de sous-lieutenant est effectué en tenant compte, uniquement, des cotes obtenues à l'issue des cours et épreuves imposés pour leur nomination. Actuellement, il n'en est pas ainsi, puisque l'arrêté royal du 29 avril 1954 relatif au recrutement des officiers d'active par la voie du cadre prévoit qu'interviennent, pour ce classement, non seulement le résultat des épreuves, mais également l'ancienneté de service, les aptitudes professionnelles et la manière de servir. Si l'arrêté, qui sera pris en exécution de la loi du 1er mars 1958 et qui réglera le recrutement des officiers par la voie du cadre, reprend des dispositions similaires à celles de l'arrêté royal du 29 avril 1954, on se trouvera en présence de deux classements qui seront susceptibles de provoquer des difficultés lorsqu'ils ne coïncideront pas exactement.

L'article 20 et la dernière disposition de l'article 21 devraient être réexaminés à la lumière de cette observation".

.../...

Le projet révèle que l'appréhension formulée dans cet avis est fondée.

En son article 35, le projet prévoit que les nominations au premier grade d'officier auront lieu dans l'ordre d'un classement établi à l'issue des épreuves qui clôturent les phases de la formation professionnelle; pour établir ce classement, il ne sera pas seulement tenu compte des résultats de ces épreuves,mais également des aptitudes militaires des candidats.

L'article 42 du projet organise,en vue de la nomination au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe dans le corps des officiers de pont de la force navale, un classement qui tient compte, lui aussi,non seulement des résultats des épreuves professionnelles, mais également des aptitudes militaires des candidats.

Enfin, l'article 54 prévoit que les candidats sont nommés sous-lieutenant de gendarmerie suivant "l'ordre décroissant des cotes de mérite visées à l'article 51, alinéa 2". Cette cote de mérite est elle-même composée de la cote attribuée à l'issue du cycle de formation de l'Ecole d'application (article 51, alinéa 1er) et de la cote attribuée à l'issue des cours donnés à l'Ecole de préparation au grade de sous-lieutenant (article 32, 3°). Ces deux cotes sont élaborées en tenant compte chacune des résultats des épreuves et des aptitudes militaires des candidats.

.../...

Ces diverses dispositions du projet révèlent une discordance avec le projet d'arrêté cité ci-dessus. Il y aurait lieu de revoir les articles 20 et 21 de ce projet ainsi que les articles du présent projet qui viennent d'être cités, afin d'établir entre eux la concordance nécessaire.

\+

\+ +

Article 38.

L'article 38 du projet dispose :

"Le candidat enseigne de vaisseau de deuxième classe, qui a terminé avec succès la première partie de la formation prévue à l'article 20, peut être commissionné au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe au plus tôt le 27 décembre de l'année où il a terminé ses études".

En disposant que le candidat "peut être commissionné", le projet semble autoriser le Roi à décider dans chaque cas particulier que le candidat, qui remplit toutes les conditions prévues, sera ou non commissionné.

Telle n'est cependant pas l'intention du Gouvernement qui, en employant ces mots, veut dire qu'avant d'octroyer la commission il sera procédé à l'appréciation des qualités morales du candidat, comme le veut l'article 6 de la loi du 1er mars 1958.

.../...

Pour répondre à cette intention, il n'est nullement nécessaire de disposer que le candidat "peut être commissionné". Une telle formule peut donner lieu, en raison de son caractère de généralité, à des interprétations divergentes. Il s'indique de disposer que le candidat "est commissionné au grade d'enseigne de vaisseau"; l'appréciation favorable des qualités morales du candidat, prévue par l'article 6 de la loi du 1er mars 1958, est une des conditions mises à l'octroi de la commission.

Il y a du reste lieu d'observer que l'article 45 du projet, relatif à la commission au grade de sous-lieutenant de gendarmerie, est rédigé comme il est suggéré ci-dessus.

\+

\+ \+

Article 40.

L'article 40 dispose que la commission au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe est retirée notamment en cas de perte de la qualité de candidat officier de carrière par application de l'article 22, § 2, c'est-à-dire lorsque le candidat a échoué définitivement aux épreuves professionnelles.

L'article 40 ajoute :

.../...

"Dans ce cas, l'intéressé est tenu d'accomplir à la force navale des prestations d'une durée de trois ans à compter du retrait de la commission".

Telle qu'elle est rédigée, cette dernière disposition n'est pas à l'abri des critiques. En effet, suivant l'article 3 du projet, pour être admis à recevoir la formation d'officier par le cadre, le candidat doit notamment : "signer, s'il n'est pas sous-officier de carrière, un engagement ou un rengagement dont la durée est fixée par le Ministre de la Défense nationale".

En ce qui concerne les sous-officiers de carrière de la force navale, la disposition de l'article 40 estsans effet, puisque ces sous-officiers font partie de la force navale sans limitation dans le temps; ils ne peuvent quitter celle-ci que de la manière fixée par l'article 10 de la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale.

En ce qui concerne, par contre, les candidats qui auront dû signer, en application de l'article 3 du projet, un engagement ou un rengagement, un arrêté royal ne pourrait les obliger à rester au service de la force navale durant une durée plus longue que celle pour laquelle ils se sont engagés ou rengagés.

Il y aurait, dès lors, lieu d'adapter l'article 40.

.../...

Une observation identique doit être faite en ce qui concerne l'article 47, 3°, du projet, qui contient la même disposition à propos du retrait de la commission au grade de sous-lieutenant de gendarmerie.

Le Conseil d'Etat suggère enfin de grouper ces dispositions avec celles de l'article 57 du projet, qui ont trait à la résiliation de l'engagement ou du rengagement du militaire qui vient à perdre la qualité de candidat officier de carrière.

\+

\+ \+

Article 42.

L'article 42, § 2, du projet dispose que les nominations au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe ont lieu suivant l'ordre du classement établi après l'épreuve professionnelle finale, en application du § 1er du même article.

L'article 34 de la loi du 1er mars 1958 prévoit que la nomination rétroagit à la date d'octroi de la commission, sauf si le candidat n'a pas terminé son cycle de formation dans le délai indiqué ou s'il a subi une perte d'ancienneté.

.../...

Tous les candidats issus d'une même session de l'Ecole supérieure de navigation sont commissionnés au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe, à la même date, en application de l'article 39 du projet: leur nomination aura effet rétroactif à la même date, sous les réserves fixées à l'article 34 de la loi.

L'article 42 devrait, dès lors, prévoir que les nominations ont lieu à la même date pour tous les candidats qui ont été commissionnés à la même date et qui n'ont subi aucun retard dans leur formation ou aucune perte d'ancienneté.

\+

\+ \+

Article 50.

L'article 16 de l'arrêté royal du 6 octobre 1951 relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant de gendarmerie et à l'organisation de l'Ecole d'application de gendarmerie, tel qu'il a été remplacé par l'arrêté royal du 14 janvier 1956, dispose :

"Le programme de l'examen de sortie de l'école d'application de gendarmerie porte sur les matières enseignées dans cette école.

Il comporte, en outre, une épreuve complémentaire sur la connaissance effective de la seconde langue, comprenant :

.../...

1° une partie écrite au cours de laquelle les intéressés résument, dans la seconde langue, un texte rédigé en première langue relatif à l'une des matières prévues aux 5°, 6°, à l'exclusion des lois spéciales relatives à la chasse, à la pêche, à la tenderie et à la protection des oiseaux insectivores, ainsi qu'aux 7°, 14° et 16° de l'article 25;

2° une partie orale au cours de laquelle les intéressés résument, en seconde langue, un texte rédigé dans cette langue, relatif également à l'une des matières susvisées. Cette partie est complétée par une brève conversation avec le jury portant sur le sujet exposé par le candidat.

L'épreuve complémentaire sur la connaissance effective de la seconde langue est cotée sur un nombre de points équivalent au dixième du total des points attribués à l'ensemble de l'examen de sortie".

L'article 60 du projet abroge l'arrêté royal du 6 octobre 1951, à l'exception de certaines de ses dispositions et, notamment, de son article 16.

Par contre, l'article 50 du projet reprend les alinéas 2 et 3 de cet article 16, en y apportant une modification importante. Alors que ce dernier article prévoit les matières sur lesquelles pourra porter l'épreuve complémentaire sur la connaissance effective de la seconde langue, l'article 50 du projet dispose que cette épreuve peut porter sur n'importe quelle matière enseignée à l'Ecole d'application.

.../...

Il existera, dès lors, deux textes applicables simultanément, qui ne seront pas identiques et qui seront destinés à fixer tous deux la matière de la même épreuve!

Il y a, de plus, lieu d'ajouter que l'article 16 de l'arrêté royal du 6 octobre 1951 dispose que l'épreuve pourra porter sur l'une des matières prévues "aux 5°, 6° ... ainsi qu'aux 7°, 14° et 16° de l'article 25".

Un arrêté royal du 4 novembre 1958 a modifié l'article 25 de cet arrêté du 6 octobre 1951 de manière telle que certaines des références citées ci-dessus ne correspondent plus avec celles de l'article 25 primitif.

Pour pallier ces difficultés, il y a lieu d'abroger l'article 16 de l'arrêté royal du 6 octobre 1951 et de charger le Ministre de la Défense nationale de fixer les matières sur lesquelles l'épreuve linguistique sera subie.

+

+ +

.../...

Article 55.

L'article 55 du projet dispose :

"Le Ministre de la Défense nationale détermine les autorités militaires compétentes pour exprimer les avis et faire les propositions qui, aux termes du présent arrêté, incombent aux chefs hiérarchiques".

Cet article manque de clarté et peut, notamment, signifier que le Ministre de la Défense nationale pourrait, quand il le jugerait à propos, confier l'exercice d'une attribution naturelle des chefs hiérarchiques à d'autres autorités militaires qu'il désignerait. Telle n'est pas sa portée; aussi, afin de ne pas paraître dissocier la fonction de chef hiérarchique d'un de ses attributs, serait-il préférable d'introduire, dans les articles qui prévoient leur consultation, c'est-à-dire dans les articles 16, 22, 26, 30, 33 et 52 du projet, une disposition qui, pour les cas exceptionnels, charge le Ministre de désigner, de manière objective, les autorités militaires qu'outre les chefs hiérarchiques habituels, il sera tenu de consulter.

+

+ +

.../...

Article 56.

En prévoyant que le Ministre de la Défense nationale réglera l'équivalence entre la formation reçue dans un établissement militaire étranger et celle qui y correspond en Belgique, le projet entend donner au Ministre le pouvoir de réglementer la matière par voie de dispositions générales, mais également, exceptionnellement, le pouvoir de fixer cette équivalence dans des cas particuliers.

\+

\+ +

Article 59.

L'article 37 de la loi du 1er mars 1958 dispose :

"Peut bénéficier d'une bonification d'ancienneté pour sa nomination au grade de capitaine :

1° l'officier qui, avant son admission soit à l'Ecole royale militaire, soit au cycle de formation prévu à l'article 1er, alinéa 1er, 5°, b, a fait avec succès des études supérieures;

2° ....

.../...

La bonification d'ancienneté une fois acquise, vaut pour la carrière ultérieure de l'officier. Son ancienneté dans le grade de sous-lieutenant est modifiée en conséquence. Le Roi détermine les études qui peuvent donner lieu à l'octroi d'une bonification d'ancienneté ainsi que les autres conditions qui doivent être remplies pour en bénéficier".

Comme les officiers auxiliaires de la force aérienne sont admis dans les cadres actifs sans passer par l'Ecole militaire et sans avoir suivi le cycle de formation prévu à l'article 1er, 5°, b, de la loi du 1er mars 1958, le projet, en son article 59, dispose que : "Pour l'application de l'article 37, 1°, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, les officiers auxiliaires de la force aérienne admis dans le cadre actif sont considérés comme recrutés par la voie du cadre".

L'octroi aux officiers auxiliaires de la bonification prévue par l'article 37 de la loi du 1er mars 1958 ne trouve pas de base légale dans cette loi, dont seules les dispositions relatives à l'avancement sont, en vertu de l'article 7 de la loi du 23 décembre 1955, applicables à ces officiers.

L'octroi de la bonification peut trouver un fondement légal dans l'article 18 de la loi du 23 décembre 1955, suivant lequel : "Le Roi fixe les dispositions réglant l'ancienneté de l'officier auxiliaire admis dans le cadre actif de la force aérienne".

L'article 59 ne doit, dès lors, pas être inséré dans le projet. L'article 18 de l'arrêté royal du 23 mai 1956, relatif aux officiers auxiliaires

de la force aérienne, qui est pris en exécution de l'article 18 de la loi du 23 décembre 1955, devrait être complété pour prévoir que les bonifications pour études dont il est question à l'article 37 de la loi du 1er mars 1958 sont accordées aux officiers auxiliaires admis dans les cadres actifs.

Le Conseil d'Etat remarque en outre, pour le cas où il s'agirait d'une omission involontaire, que le projet ne contient pas de disposition similaire en faveur des officiers du cadre de complément admis dans les cadres actifs.

\+

\+ \+

Article 60.

Comme il vient d'être dit sous l'article 50 du projet, si le Gouvernement se rallie à la suggestion formulée concernant cet article, il y a lieu de modifier l'article 60, § 1er, 2°, alinéa 1er, en abrogeant également l'article 16 de l'arrêté royal du 6 octobre 1951.

Ce dernier arrêté a été modifié par l'arrêté royal du 4 novembre 1958,qui a prévu en son article 5 une disposition transitoire relative aux matières enseignées à l'Ecole d'application de gendarmerie. Il n'y a, dès lors, pas lieu de reprendre la même disposition transitoire à l'article 60, § 1er, 2°, deuxième alinéa,du projet .

\+

\+ \+

.../...

Le projet appelle,enfin,diverses observations de pure forme dont il est tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AU RECRUTEMENT DES OFFICIERS DE CARRIERE PAR LA VOIE DU CADRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve;

Vu la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifiée par la loi du 30 juillet 1955;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - L'EPREUVE LITTERAIRE ET SCIENTIFIQUE.

Article 1er.-

Avant d'être admis à participer à la formation d'officier par la voie du cadre, le candidat doit subir avec succès une épreuve littéraire et scientifique dont le programme comprend les matières du concours d'admission à la section d'infanterie de l'Ecole royale militaire, à l'exception du dessin.

.../...

Les candidats officiers techniciens de la force navale, issus du cadre des sous-officiers spécialistes, ne sont pas soumis à cette épreuve.

Article 2.-

Le Ministre de la Défense nationale organise l'épreuve littéraire et scientifique lorsque les nécessités de l'encadrement l'exigent.

Le Ministre de la Défense nationale détermine les corps ou groupes de corps pour lesquels le recrutement est ouvert; il fixe, pour chacun d'eux, avant la clôture des inscriptions, le nombre de candidats à recruter pour chacun des régimes linguistiques.

Les divers corps de la force terrestre sont toujours groupés.

Article 3.-

L'épreuve littéraire et scientifique est un concours.

Les candidats peuvent s'inscrire pour les différents corps ou groupes de corps que l'épreuve concerne. Ils doivent faire connaître, en s'inscrivant, l'ordre de leurs préférences.

Aucune inscription à l'épreuve n'est admise après l'expiration du délai fixé par le Ministre de la Défense nationale.

Article 4.-

... (article 8 du projet) ...

Article 5.-

Le Ministre de la Défense nationale peut soumettre à une épreuve préliminaire et éliminatoire les candidats à l'épreuve littéraire et scientifique, à l'exception de ceux qui sont élèves d'une des écoles des forces armées préparant à cette épreuve ou de ceux qui ont satisfait précédemment à certaines épreuves qu'il détermine.

Article 6.-

§ 1er. A l'issue de l'épreuve littéraire et scientifique, un tableau de classement est établi, par régime linguistique, pour chacun des corps ou groupes de corps que l'épreuve concernait.

§ 2. Les candidats qui ont obtenu le minimum de points fixé par le Ministre de la Défense nationale, sont classés ... (la suite comme à l'article 11, b, du projet amendé) ...

§ 3. Les candidats qui ont obtenu le minimum de points fixé par le Ministre de la Défense nationale, mais ne sont pas classés en ordre utile ... (la suite comme à l'article 11, c, du projet amendé) ...

Article 7.-

... (article 13 du projet amendé) ...

.../...

CHAPITRE II. - LE CYCLE DE FORMATION PROFESSIONNELLE.

Section 1ère. - Dispositions communes à tous les candidats.

Article 8.-

Pour être agréé comme candidat officier par le Ministre de la Défense nationale et être admis à recevoir la formation d'officier par la voie du cadre, le candidat, qui s'est classé en ordre utile à l'épreuve littéraire et scientifique , doit remplir les conditions suivantes :

1° être en service actif;

2° signer, s'il n'est pas sous-officier de carrière, un engagement ou un rengagement dont la durée est fixée par le Ministre de la Défense nationale;

3° signer une déclaration par laquelle il s'oblige à effectuer du service actif pendant dix ans au moins à partir de sa nomination au premier grade d'officier;

4° posséder les qualités morales indispensables à l'état d'officier;

5° avoir satisfait à l'examen médical portant sur les conditions physiques, ainsi qu'aux épreuves d'aptitude physique et aux épreuves psychotechniques déterminées par le Ministre de la Défense nationale.

Les candidats doivent, en outre, remplir les conditions spéciales prévues au présent chapitre.

Article 9.-

Le candidat doit avoir satisfait à l'examen et aux épreuves prévus à l'article 8, 5°, avant la fin de la session de l'épreuve littéraire et scientifique à laquelle il a pris part, faute de quoi cette dernière épreuve ainsi que l'examen médical, les épreuves d'aptitudes physiques et les épreuves psychotechniques doivent être subis de nouveau; toutefois, le candidat dont l'examen psychotechnique n'a pas permis des conclusions définitives peut être agréé provisoirement.

Article 10.-

L'agréation de la candidature par le Ministre de la Défense nationale peut être retirée, à tout stade de la formation, au candidat qui ne possède plus les qualités physiques ou morales indispensables à l'état d'officier. Dans ce cas, l'intéressé perd la qualité de candidat officier de carrière et ne peut continuer à en recevoir la formation.

Article 11.-

Pour l'application des dispositions du présent arrêté relatives à l'autorisation de subir de nouveau l'épreuve professionnelle, n'est pas considérée comme un échec à cette épreuve, l'obligation de représenter celle-ci après un double échec à l'épreuve linguistique de sous-lieutenant.

.../...

Article 12.-

Par dérogation aux dispositions du présent chapitre, le Ministre de la Défense nationale peut autoriser l'élève de l'Ecole royale militaire qui a dû quitter cette école, à terminer la formation d'officier par la voie du cadre, dans les conditions qu'il détermine dans chaque cas.

Section 2.- Dispositions applicables aux candidats officiers de la force terrestre, de la force aérienne et des services de la force navale.

Article 13.-

Pour être agréé comme candidat et être admis à suivre le cycle de formation d'officier par la voie du cadre, le candidat officier de la force terrestre, de la force aérienne et des services de la force navale doit, outre les conditions fixées à l'article 8, avoir suivi avec succès :

soit le cycle de formation d'officier de réserve;

soit le cycle de formation de sous-officier d'active ou de réserve;

soit un cycle de formation spécialisée déterminée par le Ministre de la Défense nationale.

.../...

Toutefois, le Ministre de la Défense nationale peut admettre provisoirement le candidat officier de la force aérienne avant qu'il ait reçu la formation prévue à l'alinéa 1er et l'autoriser à la recevoir pendant ou après la première partie de sa formation de candidat officier de carrière.

Article 14.-

Le cycle de formation professionnelle comporte deux parties se terminant chacune par des épreuves :

1° les cours d'une école de préparation au grade de sous-lieutenant, portant sur des matières de formation générale et de formation militaire; le candidat doit avoir réussi les épreuves relatives à cette première partie pour être admis à poursuivre sa formation;

2° les cours de perfectionnement.

Article 15.-

Les candidats qui ont réussi les épreuves terminant les cours de l'école de préparation au grade de sous-lieutenant sont répartis dans les divers corps pour l'ensemble desquels ils ont été recrutés.

Ils choisissent le corps auquel ils seront affectés dans l'ordre de leur classement aux épreuves; toutefois, le Ministre de la Défense nationale peut déroger à cet ordre en faveur de certaines catégories de candidats en raison de leur formation militaire ou technique.

Article 16.-

§ 1er. Le candidat ne peut se présenter une seconde fois aux épreuves qu'avec l'autorisation du Ministre de la Défense nationale. Celui-ci détermine la session où le candidat pourra se représenter et décide s'il devra suivre de nouveau, en tout ou en partie, les cours.

Cette autorisation ne peut être refusée qu'après consultation des chefs hiérarchiques et des autres autorités militaires désignées par le Ministre de la Défense nationale.

Le candidat autorisé à se représenter est rattaché à une promotion suivante.

§ 2. Le candidat qui a subi un double échec aux épreuves qui terminent une des parties du cycle de formation ou qui a subi un échec aux épreuves de chacune de ces parties, perd définitivement la qualité de candidat officier de carrière. Il en est de même lorsque l'autorisation de présenter de nouveau l'une des séries d'épreuves lui est refusée.

Article 17.-

Les épreuves qui terminent les cours de l'école de préparation au grade de sous-lieutenant comportent l'épreuve prévue par les articles 3 et 4 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifiée par la loi du 30 juillet 1955.

.../...

Article 18.-

Le candidat officier auxiliaire de la force aérienne, appartenant au personnel navigant breveté ou élève qui, s'étant classé en ordre utile à l'épreuve littéraire et scientifique, perd avant d'être nommé sous-lieutenant auxiliaire, pour cause d'inaptitude physique ou professionnelle au seul service navigant, la qualité de membre de ce personnel, peut être autorisé par le Ministre de la Défense nationale à achever sa formation d'officier dans un autre corps de la force aérienne.

Il en est de même :

1° du candidat officier du personnel navigant de la force aérienne, appartenant au personnel navigant breveté ou élève, qui perd, pour cause d'inaptitude physique ou professionnelle au seul service navigant, la qualité de membre de ce personnel;

2° du candidat officier technicien de la force aérienne , qui pour cause d'inaptitude professionnelle aux fonctions de technicien, ne peut achever sa formation dans ce corps.

Le Ministre de la Défense nationale détermine, dans chaque cas, les cours et épreuves qui sont imposés à ces candidats.

Section 3.- Dispositions applicables aux candidats officiers de pont de la force navale.

Article 19.-

Pour être agréé comme candidat et être admis à suivre le cycle de formation d'officier par la voie du cadre, le candidat officier de pont de la force navale doit, outre les conditions fixées à l'article 8, avoir suivi avec succès les cours de la première année de l'Ecole supérieure de navigation.

Article 20.-

Le cycle de formation professionnelle comporte deux parties :

1° les cours de la deuxième année de l'Ecole supérieure de navigation; le candidat doit avoir réussi les épreuves qui terminent ces cours pour être admis à poursuivre sa formation;

2° un stage d'au moins un an se terminant par l'épreuve professionnelle finale; le candidat peut être astreint à faire tout ou partie de ce stage dans une marine de guerre étrangère.

Article 21.-

L'épreuve professionnelle finale qui termine le stage porte sur les connaissances acquises par le candidat au cours de sa formation et a pour but de vérifier s'il est en mesure de remplir les fonctions d'adjoint au chef de quart et de participer de façon efficace, comme officier, au service général à bord, tant en mer qu'au port.

Article 22.-

§ 1er. Le candidat ne peut se présenter une seconde fois aux épreuves qu'avec l'autorisation du Ministre de la Défense nationale. Celui-ci détermine, dans ce cas, la session où le candidat pourra se représenter et décide s'il devra suivre de nouveau, en tout ou en partie, les cours ou s'il devra recommencer le stage.

Cette autorisation ne peut être refusée qu'après consultation des chefs hiérarchiques et des autres autorités militaires désignées par le Ministre de la Défense nationale.

Le candidat autorisé à se représenter est rattaché à une promotion suivante.

§ 2. Le candidat qui a subi un double échec aux épreuves qui terminent une des parties du cycle de formation, perd définitivement la qualité de candidat officierde carrière. Il en est de même lorsque l'autorisation de présenter de nouveau les épreuves lui est refusée.

Article 23.-

Le candidat qui vient à perdre l'aptitude physique exigée des officiers de pont peut être autorisé par le Ministre de la Défense nationale à achever sa formation d'officier comme candidat officier des services de la force navale.

Le Ministre détermine dans chaque cas les cours, stages et épreuves qui lui sont imposés à cette fin. Toutefois, le candidat qui a terminé avec succès la première partie de la formation visée à l'article 20 est dispensé des épreuves prévues à l'article 14.

.../...

Section 4. - Dispositions applicables aux candidats officiers techniciens de la force navale non issus du cadre des sous-officiers spécialistes.

Article 24.-

Pour être agréé comme candidat et être admis à suivre le cycle de formation d'officier par la voie du cadre, le candidat officier technicien de la force navale, non issu du cadre des sous-officiers spécialistes, doit, outre les conditions fixées à l'article 8, avoir suivi avec succès le cycle de formation d'enseigne de vaisseau de deuxième classe technicien de réserve.

Article 25.-

Le cycle de formation professionnelle comporte deux parties :

1° des cours de préparation au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe technicien, portant sur des matières professionnelles et scientifiques. Le candidat peut être astreint à suivre tout ou partie de ces cours dans une marine de guerre étrangère. L'épreuve qui termine les cours ne peut être présentée qu'une seule fois;

2° une épreuve professionnelle finale portant sur la connaissance des règlements militaires de base, ainsi que sur les connaissances techniques exigées de l'enseigne de vaisseau de deuxième classe technicien.

Article 26.-

§ 1er. Le candidat ne peut se présenter une seconde fois à l'épreuve professionnelle finale qu'avec l'autorisation du Ministre de la Défense nationale. Celui-ci détermine la session où le candidat pourra se représenter.

Cette autorisation ne peut être refusée qu'après consultation des chefs hiérarchiques et des autres autorités militaires désignées par le Ministre de la Défense nationale.

Le candidat autorisé à se représenter est rattaché à une promotion suivante.

§ 2. Le candidat qui échoue à l'épreuve terminant la première partie du cycle de formation perd définitivement la qualité de candidat officier de carrière. Il en est de même du candidat qui a subi un double échec à l'épreuve professionnelle finale et de celui auquel l'autorisation de s'y représenter est refusée.

Section 5.- Dispositions applicables aux candidats officiers techniciens de la force navale issus du cadre des sous-officiers spécialistes.

Article 27.-

Pour être agréé comme candidat et être admis à suivre le cycle de formation d'officier par la voie du cadre, le candidat officier technicien de la force

navale issu du cadre des sous-officiers spécialistes doit, outre les conditions fixées à l'article 8, 1° à 4°, remplir les conditions suivantes :

1° avoir satisfait à un examen médical portant sur les conditions physiques exigées des officiers de sa spécialité, telles qu'elles sont fixées par le Ministre de la Défense nationale;

2° avoir la formation de premier maître-chef spécialiste;

3° avoir accompli les temps de service et de navigation fixés par le Ministre de la Défense nationale;

4° avoir subi avec succès les épreuves sur la connaissance des deux langues nationales, prévues par l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifiée par la loi du 30 juillet 1955.

Le candidat enseigne de vaisseau technicien-mécanicien doit, en outre, avoir suivi avec succès les cours d'officier mécanicien de première classe donnés à l'Ecole supérieure de navigation.

Article 28.-

Le cycle de formation professionnelle comporte deux parties :

.../...

1° pour le candidat enseigne de vaisseau technicien-mécanicien :

l'exercice des fonctions d'officier mécanicien à bord d'un bâtiment de mer pendant six mois au moins;

pour les autres candidats :

des cours de préparation au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe technicien portant sur des matières de formation générale et professionnelle ; l'épreuve qui termine ces cours ne peut être présentée qu'une seule fois;

2° une épreuve professionnelle portant sur la connaissance des règlements militaires de base ainsi que sur les connaissance techniques exigées de l'enseigne de vaisseau de deuxième classe technicien.

Article 29.-

L'épreuve professionnelle visée à l'article 28, 2°, est un concours.

Le nombre de concurrents de chaque régime linguistique est fixé par le Ministre de la Défense nationale au plus tard avant la clôture des inscriptions.

Les candidats officiers techniciens- mécaniciens peuvent présenter l'épreuve professionnelle avant d'avoir exercé les fonctions visées à l'article 28, 1°.

.../...

Article 30.-

§ 1er. Le candidat ne peut se présenter une seconde fois à l'épreuve visée à l'article 28, 2°, qu'avec l'autorisation du Ministre de la Défense nationale. Celui-ci détermine la session où le candidat pourra se représenter.

Cette autorisation ne peut être refusée qu'après consultation des chefs hiérarchiques et des autres autorités militaires désignées par le Ministre de la Défense nationale.

Le candidat autorisé à se représenter est rattaché à une promotion suivante.

§ 2. Le candidat qui échoue à l'épreuve terminant la première partie du cycle de formation perd définitivement la qualité de candidat officier de carrière. Il en est de même du candidat qui a subi un double échec à l'épreuve terminant la seconde partie du cycle de formation et de celui auquel l'autorisation de s'y représenter est refusée.

Section 6.- Dispositions applicables aux candidats officiers de gendarmerie.

Article 31.-

Pour être agréé comme candidat et être admis à suivre le cycle de formation d'officier par la voie du cadre, le candidat officier de gendarmerie doit, outre les conditions fixées à l'article 8, compter, dans la gendarmerie, le temps minimum de service actif fixé par le Ministre de la Défense nationale.

Article 32.-

Le cycle de formation professionnelle comporte trois parties :

1° les cours de candidat sous-officier d'élite de gendarmerie; le candidat doit avoir réussi l'épreuve qui termine cette première partie pour être admis à poursuivre sa formation;

2° une période de service de six mois au moins dans une unité mobile, en une fonction prévue pour un sous-officier d'élite;

3° les cours de formation des candidats sous-lieutenant donnés à l'Ecole de préparation au grade de sous-lieutenant de gendarmerie. Ces cours portent sur des matières de formation générale et de formation militaire et se terminent par une épreuve professionnelle finale.

A la sortie de l'école, il est attribué à chaque candidat une cote qui tient compte, suivant les règles fixées par le Ministre de la Défense nationale, du résultat obtenu à l'épreuve professionnelle finale ainsi que des aptitudes militaires du candidat.

Article 33.-

§ 1er. Le candidat ne peut se présenter une seconde fois aux épreuves qu'avec l'autorisation du Ministre de la Défense nationale. Celui-ci détermine la session où le candidat pourra se représenter et décide s'il devra suivre de nouveau tout ou partie des cours.

Cette autorisation ne peut être refusée qu'après consultation des chefs hiérarchiques et des autres autorités militaires désignées par le Ministre de la Défense nationale.

Le candidat autorisé à se représenter est rattaché à une promotion suivante.

§ 2. Le candidat qui a subi un double échec à une épreuve terminant l'une des parties du cycle de formation perd définitivement la qualité de candidat officier de carrière. Il en est de même lorsque l'autorisation de présenter de nouveau l'une des épreuves lui est refusée.

CHAPITRE III. - L'ACCESSION AU GRADE DE SOUS-LIEUTENANT ET D'ENSEIGNE DE VAISSEAU DE DEUXIEME CLASSE.

Article 34.-

Pour être nommé sous-lieutenant ou enseigne de vaisseau de deuxième classe, le candidat ne peut avoir dépassé l'âge de 35 ans à la date où prend effet sa nomination.

Section 1ère. - Dispositions applicables aux candidats officiers des forces armées, à l'exception des candidats officiers de pont de la force navale et des candidats officiers de gendarmerie.

Article 35.-

§ 1er. Sous réserve du paragraphe 2, la nomination aux grades de sous-lieutenant et d'enseigne de vaisseau de deuxième classe a lieu dans l'ordre du classement établi à l'issue des épreuves qui terminent les diverses parties du cycle de formation professionnelle; ce classement tient compte, suivant les règles fixées par le Ministre de la Défense nationale, des cotes obtenues à ces épreuves ainsi que des aptitudes militaires des candidats.

§ 2. Les candidats officiers techniciens de la force navale, issus du cadre des sous-officiers spécialistes, ne peuvent être nommés enseigne de vaisseau de deuxième classe technicien, avant d'avoir servi durant cinq années comme spécialistes militaires de leur qualification.

Les nominations ont lieu dans l'ordre du classement établi sur base des cotes obtenues aux épreuves mentionnées à l'article 28, parmi les candidats qui remplissent cette condition d'ancienneté.

.../...

Section 2. Dispositions applicables aux candidats officiers de pont de la force navale.

A. La commission au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe.

Article 36.-

Le candidat enseigne de vaisseau de deuxième classe qui a terminé avec succès la première partie du cycle de formation prévu à l'article 20, est commissionné au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe, au plus tôt le 27 décembre de l'année où il a terminé ces études.

Article 37.-

Les candidats enseignes de vaisseau de deuxième classe issus d'une même session de cours à l'Ecole supérieure de navigation sont commissionnés à ce grade à la même date et sont classés provisoirement entre eux dans l'ordre décroissant des cotes obtenues aux épreuves qui terminent ces cours.

Article 38.-

La commission au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe est retirée :

1° de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme en cas d'inaptitude physique ou d'inaptitude physique à la navigation;

2° sur rapport motivé des chefs hiérarchiques, en cas d'inaptitude professionnelle ou morale;

3° en cas de perte de la qualité de candidat officier de carrière par application de l'article 22, § 2.

B. La nomination au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe.

Article 39.-

§ 1er. Le Ministre de la Défense nationale classe entre eux les officiers commissionnés au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe à l'issue de l'épreuve professionnelle finale prévue à l'article 20, 2°.

Ce classement tient compte, suivant les règles fixées par le Ministre de la Défense nationale, des cotes obtenues aux épreuves qui terminent les deux parties du cycle de formation prévu à l'article 20 ainsi que des aptitudes militaires des candidats.

§ 2. Les nominations au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe des candidats d'une même promotion ont lieu à la même date, suivant l'ordre du classement fixé par le § 1er.

Font partie d'une même promotion, les candidats commissionnés à la même date qui ont réussi l'épreuve professionnelle finale lors d'une même session et qui n'ont subi aucune perte d'ancienneté.

Article 40.-

Les candidats officiers de pont qui, ayant terminé la première partie de la formation prévue à l'article 20, ont achevé leur formation dans les conditions fixées par l'article 23 comme candidats officiers du corps des services de la force navale, sont classés, pour leur nomination, après les candidats de ce corps qui ont réussi, la même année qu'eux, les épreuves terminant la première partie de leur formation.

Article 41.-

Les officiers brevetés au long cours qui, au moment de leur entrée au service actif, justifient d'un temps de navigation au long cours en qualité d'officier chef de quart, bénéficient, pour l'accession au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe, d'une bonification d'ancienneté égale à ce temps de navigation, sans que cette bonification puisse dépasser deux années.

Toutefois, pour l'avancement ultérieur, l'effet de cette bonification ne peut être de les classer avant les enseignes de vaisseau de deuxième classe qui ont réussi la première partie du cycle de formation prévu à l'article 20, l'année où les intéressés ont obtenu leur diplôme d'aspirant au long cours.

.../...

Section 3. - Dispositions applicables aux candidats officiers de gendarmerie.

A. La commission au grade de sous-lieutenant de gendarmerie.

Article 42.-

Le candidat qui a réussi l'épreuve professionnelle finale prévue à l'article 32, 3°, est commissionné au grade de sous-lieutenant de gendarmerie au plus tôt deux années après avoir été classé en ordre utile à l'épreuve littéraire et scientifique.

Les candidats qui réunissent ces conditions au cours d'un même trimestre sont commissionnés sous-lieutenant à la même date; ils sont classés provisoirement entre eux suivant la cote obtenue à la sortie de l'école de préparation au grade de sous-lieutenant de gendarmerie.

Article 43.-

La commission au grade de sous-lieutenant est retirée :

1° de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme en cas d'inaptitude physique;

2° sur rapport motivé des chefs hiérarchiques en cas d'inaptitude professionnelle ou morale;

3° en cas de perte de la qualité de candidat officier de carrière par application de l'article 48, § 2.

.../...

B. Le cycle de formation à l'Ecole d'application de la gendarmerie.

Article 44.-

Le cycle de formation à l'Ecole d'application de la gendarmerie est commun aux candidats officiers de gendarmerie qui ont satisfait à l'examen de sortie de l'Ecole royale militaire et à ceux qui ont satisfait à l'épreuve professionnelle finale de l'Ecole de préparation au grade de sous-lieutenant de gendarmerie visée à l'article 32, 3°. Les candidats qui suivent la même année d'études forment une seule et même promotion.

Article 45.-

Le cycle de formation à l'Ecole d'application de la gendarmerie comporte :

1° des cours donnés dans cette école, sur des matières ayant un caractère professionnel;

2° un stage dans une unité mobile de gendarmerie;

3° un stage dans un district de gendarmerie.

Un examen de sortie est organisé à la fin du cycle de formation.

Le Ministre de la Défense nationale fixe la durée du cycle de formation qui ne peut être inférieure à 21 mois, ainsi qua la durée de ses diverses parties.

Article 46.-

L'épreuve portant sur la seconde langue nationale, prévue à l'article 17 bis de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée , modifiée par la loi du 30 juillet 1955, comporte:

1° une partie écrite, au cours de laquelle les intéressés résument, dans la seconde langue, un texte rédigé en première langue; ce texte a trait aux matières déterminées par le Ministre de la Défense nationale parmi celles qui sont enseignées à l'Ecole d'application de la gendarmerie;

2° une partie orale, au cours de laquelle les intéressés résument, en seconde langue, un texte rédigé dans cette langue, relatif également à l'une des matières susdites. Cette partie est complétée par une brève conversation avec le jury portant sur le sujet exposé par le candidat.

L'épreuve complémentaire sur la connaissance effective de la seconde langue est cotée sur un nombre de points équivalent au dixième du total des points attribués à l'ensemble de l'examen de sortie.

Article 47.-

... (article 51 du projet amendé) ...

Article 48.-

§ 1er. Le sous-lieutenant élève ne peut se présenter une seconde fois à l'examen de sortie de l'Ecole d'application qu'avec l'autorisation du Ministre de la Défense nationale. Celui-ci détermine la session où le candidat pourra se représenter et décide s'il devra suivre de nouveau, en tout ou en partie, les cours.

Cette autorisation ne peut être refusée qu'après consultation des chefs hiérarchiques et des autres autorités militaires désignées par le Ministre de la Défense nationale.

Le candidat autorisé à se représenter est rattaché à une promotion suivante.

§ 2. Le sous-lieutenant élève, qui a subi un double échec à l'examen de sortie, perd définitivement la qualité de candidat officier de carrière. Il en est de même lorsque l'autorisation de présenter de nouveau l'examen lui est refusée.

.../...

C. La nomination au grade de sous-lieutenant de gendarmerie.

Article 49.-

Les candidats à promouvoir à la même date au grade de sous-lieutenant de gendarmerie et qui ont participé à un même examen, sont nommés dans l'ordre décroissant des cotes de mérite prévues à l'article 47, alinéa 2.

Sont, à cet égard, considérés comme ayant participé à un même examen, tous les candidats qui ont reçu la même formation, soit par l'Ecole royale militaire, soit par la voie du cadre, quelles que soient les sessions des diverses épreuves auxquelles ils ont satisfait.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 50.-

Lorsque la formation d'un candidat officier lui est donnée, pour tout ou partie, dans un établissement militaire étranger, le Ministre de la Défense nationale détermine l'équivalence entre cette formation et celle qui y correspond en Belgique. Il en est de même, le cas échéant, en ce qui concerne les épreuves.

.../...

Article 51.-

§ 1er. Le Ministre de la Défense nationale règle l'avancement, dans le cadre subalterne, des candidats officiers de carrière par la voie du cadre. Il peut leur conférer un ou plusieurs grades par commission. La perte de la qualité de candidat officier de carrière implique le retrait de ces commissions.

§ 2. L'engagement ou le rengagement du militaire qui perd la qualité de candidat officier de carrière, par application des articles 38, 1° et 2°, et 43, 1° et 2°, est, à sa demande, résilié par le Ministre de la Défense nationale.

Le candidat auquel la commission au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe ou de sous-lieutenant de gendarmerie a été retirée par application des articles 38, 3°, et 43, 3°, sera maintenu sous les armes pour la durée de son engagement; toutefois, si cette durée excède trois ans à partir du retrait de la commission, il obtient,à sa demande, la résiliation de son engagement ou rengagement à l'expiration de la troisième année.

Article 52.-

Le Ministre de la Défense nationale arrête le programme détaillé des cours et des épreuves; il règle les modalités de leur organisation et fixe les cotes générales et particulières exigées.

.../...

Article 53.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 29 avril 1954 relatif au recrutement des officiers d'active par la voie du cadre, modifié par l'arrêté royal du 2 octobre 1956;

2° sans préjudice des dispositions transitoires de l'arrêté royal du 4 novembre 1958, l'arrêté royal du 6 octobre 1951 relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant de gendarmerie et à l'organisation de l'Ecole d'application de gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 16 janvier 1952, 23 juin 1954, 31 octobre 1955, 14 janvier 1956 et 4 novembre 1958, à l'exception des articles 19, 20, 21, 22 et 25 .

Article 54.-

Par mesure transitoire :

1° (article 60, § 2, 1°, du projet);

2° les candidats nommés sous-lieutenant élève de gendarmerie sous l'empire de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, restent soumis aux dispositions des articles 15, 17 et 18 de l'arrêté royal du 6 octobre 1951.

.../...

Article 52 -

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Het ontwerp strekt mede tot uitvoering van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren; het handelt over de werving van beroepsofficieren langs het kader.

\+

\+ +

Op 26 juni 1958 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State advies gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit "nr 2 tot uitvoering van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren".

Luidens het verslag aan de Koning bij dat ontwerp zal de wet van 1 maart 1958 worden uitgevoerd door middel van drie besluiten waarvan het eerste op de vorming en de opleiding van beroepsofficieren, het tweede op de bevordering, de anciënniteit, de stand en het ambt van beroepsofficieren, het derde op de reserveofficieren betrekking heeft.

Het huidig ontwerp strekt tot gedeeltelijke regeling van hetgeen betrekking heeft op de vorming en de opleiding van beroepsofficieren.

Uit het opschrift blijkt, dat het Ministerie van Landsverdediging de besluiten tot uitvoering van de wet van 1 maart 1958 niet langer wenst te nummeren.

.../...

Het opschrift van het ontwerp van koninklijk besluit nr 2, dat nog niet is vastgesteld, behoort derhalve te worden gewijzigd en als volgt te worden vervangen :

"Koninklijk besluit betreffende de stand en de bevordering van beroepsofficieren".

+

\+ +

Het doel van het thans voorgelegde ontwerp zou beter tot uiting komen in het volgende opschrift :

"Koninklijk besluit betreffende de werving van beroepsofficieren langs het kader".

+

\+ +

De wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Militaire School is geen rechtsgrond voor het ontwerp; zij wordt vermeld omdat sommige artikelen van het ontwerp verwijzen hetzij naar de stof van het vergelijkend examen voor toelating tot de Militaire School, hetzij naar de rangschikking van de leerlingen die deze school verlaten en van de kandidaat-officieren die langs het kader worden aangeworven. Deze wet behoort dus niet in de aanhef te worden vermeld.

.../...

Om dezelfde redenen behoort evenmin het koninklijk besluit van 15 augustus 1840 houdende reglement van de Militaire School in de aanhef van het ontwerp te worden vermeld.

\+

\+ +

Artikel 3.

Volgens dit artikel moet de kandidaat, om tot de opleiding van officier langs het kader te worden toegelaten, onder meer :

"c) een verklaring ondertekenen, waarbij hij de verplichting aangaat, gedurende tenminste tien jaar, vanaf de datum van zijn benoeming in de eerste graad van officier, in werkelijke dienst te blijven".

Deze bepaling betekent niet dat de officier na 10 jaar werkelijke dienst de krijgsmacht naar goeddunken mag verlaten. Artikel 21 van de wet van 1 maart 1958 bepaalt immers dat het ontslag eerst uitwerking heeft wanneer de Koning het heeft aangenomen. De Koning nu is er geenszins toe gehouden dit ontslag te aanvaarden alleen maar omdat de officier 10 jaar werkelijke dienst telt.

Artikel 3, c,is dus zonder rechtskracht.

\+

\+ +

.../...

Artikel 10.

Dit artikel bepaalt :

"De Minister van Landsverdediging mag aan de kandidaten voor het letterkundig en wetenschappelijk examen, die niet in een der scholen van de krijgsmachtdelen op dit examen worden voorbereid, een voorafgaand uitsluitingsexamen opleggen. Hij mag de kandidaten die reeds vroeger in de door hem bepaalde examens zijn geslaagd van dit voorafgaand examen vrijstellen".

Artikel 7 van het koninklijk besluit van 29 april 1954, vervangen bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1956, dat thans die kwestie regelt, bepaalt :

"De Minister van Landsverdediging kan de kandidaten voor het letterkundig en wetenschappelijk examen aan een voorafgaand examen onderwerpen, met uitzondering van kandidaten die leerling zijn aan één der scholen van de krijgsmacht welke voor dat examen voorbereiden en van kandidaten die vroeger bepaalde door hem aangewezen examens met goed gevolg hebben afgelegd".

Voor de kandidaten die vroeger geslaagd zijn voor sommige door de Minister van Landsverdediging vastgestelde examens, verdient de tekst van artikel 7 van het koninklijk besluit van 29 april 1954 de voorkeur; dit artikel stelt immers een algemene regel die op hen kan worden toegepast indien zij voor de door de Minister vastgestelde examens geslaagd zijn, terwijl, volgens het ontwerp, de Minister telkens behoort te beslissen of al dan niet vrijstelling moet worden verleend.

.../...

Aangezien het niet de bedoeling van de Regering is de bepalingen van 1954 op dit punt te wijzigen, zou de tekst van dit artikel die van artikel 10 van het ontwerp moeten vervangen.

\+

\+ +

Artikel 11.

Het inleidend gedeelte van artikel 11 is volstrekt overbodig en dient dus te vervallen.

In artikel 11, b en c, slaat het begrip "kandidaten die ... geslaagd zijn" niet alleen op hen die bij het vergelijkend examen in batige orde zijn gerangschikt, maar ook op hen die weliswaar niet in batige orde zijn gerangschikt maar toch het door de Minister vastgestelde minimumaantal punten hebben behaald. Aangezien de interpretatie moeilijkheden kan opleveren, ware een andere uitdrukking te kiezen.

\+

\+ +

Artikel 16.

Artikel 16, § 1, van het ontwerp zegt :

"De Minister van Landsverdediging mag aan de kandidaat die niet geslaagd is in de eindexamens van één der gedeelten der in artikel 15 bepaalde opleiding, toestaan zich een tweede maal, onder de door hem bepaalde voorwaarden, voor die examens aan te melden".

.../...

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg wil het ontwerp, waar het de Minister gelast te bepalen onder welke "voorwaarden" de examens kunnen worden afgelegd, hem machtigen om te beslissen tijdens welke zittijd de kandidaat zich terug zal moeten aanmelden en welke lessen hij eventueel opnieuw zal moeten volgen.

Opdat er geen onzekerheid kan zijn over de omvang van de bevoegdheid die de Koning aan de Minister verleent, behoort deze bevoegdheid nauwkeurig te worden omschreven; de Raad van State stelt een tekst voor die de bedoelingen van de Regering weergeeft.

Een zelfde opmerking geldt voor de artikelen 22, § 1, 26, § 1, 30, § 1, en 33, § 1.

\+

\+ \+

Artikel 18.

In zijn eerste versie bepaalde artikel 18 van het ontwerp, dat de kandidaat-officier van het varend personeel der luchtmacht die, alvorens tot onderluitenant te worden benoemd, wegens lichamelijke of professionele ongeschiktheid tot het varen de hoedanigheid van lid van het varend personeel verliest, door de Minister kan worden gemachtigd om zijn opleiding bij een ander korps van de luchtmacht te voltooien door het volgen van de cursussen en het met goed gevolg afleggen examens, welke de Minister voorschrijft. In het amendement komt deze bepaling niet meer voor, maar

.../...

wel een soortgelijke bepaling ten behoeve van de kandidaat-hulpofficier van de luchtmacht.

Artikel 1 van de wet van 1 maart 1958 sluit de mogelijkheid niet uit om beroepsofficieren van het varend personeel van de luchtmacht langs het kader aan te werven; het ontwerp zelf vindt zonder enige twijfel toepassing op de aanwerving van die officieren. Het is derhalve niet duidelijk waarom de gunstmaatregel van artikel 18 van het ontwerp geen toepassing zou kunnen vinden op langs het kader aangeworven kandidaat-beroepsofficieren, evengoed als op kandidaten die beroepsofficier wensen te worden langs het hulpkader om.

Om deze ongelijkheid weg te nemen, behoort artikel 18 zo te worden gewijzigd dat het ook op kandidaat-beroepsofficieren toepassing vindt.

\+

\+ \+

Artikel 34.

Dit artikel bepaalt, dat de kandidaat, om tot onderluitenant te kunnen worden benoemd, de leeftijd van 35 jaar niet mag hebben overschreden "op de datum waarop zijn benoeming in deze graad van kracht wordt".

Dezelfde bepaling keert terug in de artikelen 41 en 53.

.../...

Het spreekt vanzelf dat het ontwerp, door te verwijzen naar de datum waarop een benoeming van kracht wordt, de wettigheid van de terugwerking van de benoemingen tot onderluitenant, welke zouden zijn toegekend buiten de in de wet van 1 maart 1958, artikelen 34, § 2, en 45, § 2, genoemde gevallen, niet kan bekrachtigen.

\+

\+ \+

Artikelen 35 tot 37, artikelen 42, 51 en 54.

Op 26 juni 1958 heeft de Raad van State onder nr L. 6222 advies gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit nr 2 tot uitvoering van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

De artikelen 20 en 21 van dit ontwerp bepalen :

"Artikel 20. De betrekkelijke anciënniteit van de onderluitenants die op dezelfde datum zijn benoemd en die aan hetzelfde examen hebben deelgenomen, wordt bepaald door de rangschikking in dalende volgorde van de cijfers die zij behaald hebben bij het einde van de voor hun benoeming opgelegde leergangen en examens".

"Artikel 21. De betrekkelijke anciënniteit van de onderluitenants die op dezelfde datum zijn benoemd en die niet aan hetzelfde examen hebben deelgenomen, wordt bepaald door de in artikel 20 bepaalde rangschikking, waarin de officieren die uit de verschillende opleidingswijzen voortkomen, naar verhouding van hun aantal beurtelings worden opgenomen. De aldus verkregen rang-

.../...

schikking mag echter niet tot gevolg hebben dat een officier wordt gerangschikt vóór een andere officier wiens examencijfer meer dan tien procent van het totaal der punten hoger is dan het zijne".

Over deze artikelen zegde de Raad van State in zijn advies :

"Deze bepaling onderstelt dat bij de rangschikking van de kandidaten voor de graad van onderluitenant alleen rekening is gehouden met de cijfers die zij hebben behaald na afloop van de voor hun benoeming opgelegde leergangen en examens. Thans is dit niet het geval, aangezien het koninklijk besluit van 29 april 1954 betreffende de werving van officieren van het actief kader langs het kader, bepaalt, dat voor die rangschikking niet alleen rekening wordt gehouden met de uitslag van de examens, maar ook met de dienstanciënniteit, de beroepsbekwaamheid en de wijze van dienen. Indien het besluit tot regeling van de werving van officieren langs het kader, hetwelk zal worden genomen ter uitvoering van de wet van 1 maart 1958, bepalingen overneemt in de aard van die van het koninklijk besluit van 29 april 1954, zullen er twee rangschikkingen bestaan, met het daaraan verbonden gevaar voor moeilijkheden als beide niet volkomen overeenstemmen.

Artikel 20 en de laatste bepaling van artikel 21 moeten in die zin worden herzien".

.../...

Uit het ontwerp blijkt dat de in dit advies geuite bezorgdheid gewettigd is.

Artikel 35 van het ontwerp bepaalt dat de benoemingen tot de eerste graad van officier geschieden volgens de rangschikking, opgemaakt na afloop van de examens die de fasen van de beroepsopleiding afsluiten; om deze rangschikking op te maken, zal niet alleen met de uitslagen van die examens, maar ook met de militaire geschiktheid van de kandidaten rekening worden gehouden.

Met het oog op de benoeming tot vaandrig ter zee tweede klasse in het korps der dekofficieren van de zeemacht voert artikel 42 van het ontwerp een rangschikking in die ook rekening houdt, niet alleen met de uitslagen van de vakexamens, maar ook met de militaire geschiktheid van de kandidaten.

Artikel 54, ten slotte, bepaalt dat de kandidaten tot onderluitenant van de Rijkswacht worden benoemd "in de afgaande volgorde der in artikel 51, alinea 2, bepaalde verdienstecijfers". Deze verdienstecijfers bestaan zelf uit de cijfers die worden toegekend bij afloop van de opleidingscyclus in de applicatieschool (artikel 51, 1e lid) en uit het cijfer dat wordt toegekend bij afloop van de cursussen die gegeven worden aan de school voor voorbereiding tot de graad van onderluitenant (artikel 32, 3°). Beide cijfers worden vastgesteld met inachtneming van de uitslagen der examens en van de militaire geschiktheid van de kandidaten.

.../...

Uit deze verschillende bepalingen van het ontwerp blijkt het gebrek aan overstemming met het hiervoren genoemde ontwerp-besluit. Terwille van de overeenstemming behoren de artikelen 20 en 21 van dat ontwerp en de zoëven aangehaalde artikelen van het huidig ontwerp te worden herzien.

\+

\+ \+

Artikel 38.

Artikel 38 van het ontwerp bepaalt :

"De kandidaat-vaandrig ter zee, 2e klasse, die met welslagen het eerste gedeelte van de in artikel 20 bepaalde opleiding heeft beëindigd, mag ten vroegste op 27 december van het jaar waarin hij zijn studies heeft voltooid in de graad van vaandrig ter zee 2e klasse worden aangesteld".

Waar het ontwerp bepaalt dat de kandidaat "kan worden aangesteld", schijnt het de Koning te machtigen om in ieder afzonderlijk geval te beslissen of de kandidaat die alle gestelde voorwaarden vervult, al dan niet zal worden aangesteld.

Dit is echter niet de bedoeling van de Regering, die met deze woorden bedoelt dat vóór de aanstelling de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat zullen worden beoordeeld, zoals voorgeschreven in artikel 6 van de wet van 1 maart 1958.

.../...

Om die bedoeling tot uiting te brengen, is het hoegenaamd niet nodig te bepalen, dat de kandidaat "mag worden aangesteld". Een zo algemene formule kan tot uiteenlopende interpretaties leiden. Bijgevolg moet worden bepaald dat de kandidaat "in de graad van vaandrig ter zee wordt aangesteld"; de gunstige beoordeling van de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat, bedoeld in artikel 6 van de wet van 1 maart 1958, is een der voorwaarden voor het toekennen van de aanstelling.

Op te merken valt overigens, dat artikel 45 van het ontwerp betreffende de aanstelling in de graad van onderluitenant van de Rijkswacht, opgesteld is zoals hiervoren in overweging is gegeven.

\+

\+ \+

Artikel 40.

Dit artikel bepaalt dat de aanstelling tot vaandrig ter zee, 2e klasse, wordt ingetrokken onder meer in geval van verlies van de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier bij toepassing van artikel 22, § 2, met andere woorden wanneer de kandidaat definitief in de vakexamens is mislukt.

Artikel 40 voegt er aan toe :

.../...

"In dit geval moet de betrokkene dienstprestaties bij de zeemacht verrichten gedurende ten minste drie jaar te rekenen vanaf de intrekking der aanstelling".

In haar huidige vorm is deze laatste bepaling voor kritiek vatbaar. Volgens artikel 3 van het ontwerp moet de kandidaat, om tot de opleiding van officier langs het kader te worden toegelaten, onder meer : "zo hij geen beroepsonderofficier is, een dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis,waarvan de duur door de Minister van Landsverdediging wordt vastgesteld, ondertekenen".

Ten aanzien van de beroepsonderofficieren van de zeemacht, heeft de bepaling van artikel 40 geen uitwerking, aangezien zij van de zeemacht deel uitmaken zonder tijdsbeperking; zij kunnen de zeemacht slechts verlaten zoals bepaald door artikel 10 van de wet van 9 juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht.

Ten aanzien daarentegen van de kandidaten die, bij toepassing van artikel 3 van het ontwerp,een dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis hebben moeten ondertekenen, kan een koninklijk besluit geen verplichting opleggen om bij de zeemacht langer in dienst te blijven dan de termijn waarvoor zij die dienstverbintenis of die nieuwe dienstverbintenis hebben aangegaan.

Artikel 40 behoort derhalve te worden aangepast.

.../...

Een zelfde opmerking geldt voor artikel 47, 3°, van het ontwerp, waar dezelfde bepaling voorkomt ten aanzien van de intrekking van de aanstelling tot onderluitenant van de Rijkswacht.

Ten slotte stelt de Raad van State voor, deze bepalingen te groeperen met die van artikel 57 van het ontwerp welke betrekking hebben op de verbreking van de dienstverbintenis of van de nieuwe dienstverbintenis van de militair die de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier verliest.

\+

\+ \+

Artikel 42.

Artikel 42, § 2, van het ontwerp bepaalt, dat tot de graad van vaandrig ter zee tweede klasse wordt benoemd in de volgorde van de rangschikking die wordt opgemaakt na het professioneel eindexamen, bij toepassing van § 1 hetzelfde artikel.

Artikel 34 van de wet van 1 maart 1958 bepaalt, dat de benoeming terugwerkt tot de datum waarop de aanstelling geschied is, behoudens wanneer de kandidaat zijn opleidingscyclus niet heeft voltooid binnen de gestelde termijn of wanneer hij anciënniteit heeft verloren.

.../...

Alle kandidaten uit een zelfde zittijd van de Hogere Zeevaartschool worden aangesteld in de graad van vaandrig ter zee tweede klasse, op dezelfde datum, bij toepassing van artikel 39 van het ontwerp ; hun benoeming zal tot dezelfde datum terugwerken, onder het in artikel 34 van de wet gemaakte voorbehoud.

Artikel 42 zou derhalve moeten bepalen dat de benoemingen voor alle kandidaten die op dezelfde datum zijn aangesteld en geen vertraging in hun opleiding hebben ondergaan of geen anciënniteit hebben verloren, op dezelfde datum plaats hebben.

\+

\+ \+

Artikel 50.

Artikel 16 van het koninklijk besluit van 6 oktober 1951 betreffende de benoeming tot de graad van onderluitenant der Rijkswacht en de inrichting van de applicatieschool van de Rijkswacht, zoals het is vervangen door het koninklijk besluit van 14 januari 1956, bepaalt :

"Het programma van het eindexamen der applicatieschool van de Rijkswacht handelt over de in deze school onderwezen vakken.

.../...

Het omvat daarnaast een aanvullend examen over de wezenlijke kennis van de tweede taal, dat bestaat uit :

1° een schriftelijk gedeelte waarop de betrokkenen in de tweede taal een samenvatting geven van een in de eerste taal gestelde tekst met betrekking tot een van de vakken genoemd onder 5°, 6°, met uitzondering van de bijzondere wetten betreffende de jacht, de visvangst, de vogelvangst en de bescherming van insectenetende vogels, alsook onder 7°, 14° en 16° van artikel 25 ;

2° een mondeling gedeelte waarop de betrokkenen een in de tweede taal gestelde tekst met betrekking tot een van dezelfde vakken, in deze taal samenvatten. Dit gedeelte omvat voorts een korte conversatie met de leden van de examencommissie over het door de kandidaat uiteengezette onderwerp.

Op het aanvullend examen over de wezenlijke kennis van de tweede taal staat een tiende van het totaal aantal punten dat voor het gehele eindexamen wordt toegekend".

Artikel 60 van het ontwerp heft het koninklijk besluit van 6 oktober 1951 op, met uitzondering van sommige bepalingen, met name van artikel 16.

Artikel 50 van het ontwerp daarentegen neemt het tweede en het derde lid van dit artikel 16 over met een belangrijke wijziging. Terwijl dit laatste artikel zegt op welke vakken het aanvullend examen over de wezenlijke kennis van de tweede taal zal slaan, bepaalt artikel 50 van het ontwerp dat dit examen mag handelen over om het even welke stof die in de applicatieschool wordt onderwezen.

.../...

Er zullen dus twee teksten bestaan die tegelijkertijd toepassing vinden, niet identiek zijn en allebei dienen om de stof van hetzelfde examen vast te stellen!

Bovendien moge hier worden aan toegevoegd dat artikel 16 van het koninklijk besluit van 6 oktober 1951 bepaalt, dat het examen mag handelen over een van de vakken voorgeschreven "onder 5, 6° ... alsook onder 7°, 14° en 16° van artikel 25".

Een koninklijk besluit van 4 november 1958 heeft artikel 25 van dat besluit van 6 oktober 1951 zo gewijzigd, dat sommige van de hiervoren vermelde verwijzingen niet meer overeenkomen met die van het oorspronkelijk artikel 25.

Om die moeilijkheden uit de weg te gaan, behoort artikel 16 van het koninklijk besluit van 6 oktober 1951 te worden opgeheven en dient de Minister van Landsverdediging te worden belast met het vaststellen van de vakken waarover het taalexamen zal moeten worden afgelegd.

+

\+ +

.../...

Artikel 55.

Dit artikel bepaalt :

"De Minister van Landsverdediging bepaalt de militaire autoriteiten die bevoegd zijn om de adviezen uit te brengen en de voordrachten in te dienen welke, luidens dit besluit, aan de hiërarchische meerderen worden opgelegd".

Dit artikel is niet zeer duidelijk. Het kan onder meer betekenen dat de Minister van Landsverdediging, wanneer hij dit dienstig acht, het uitoefenen van een taak die geheel natuurlijk bij de hiërarchische meerderen berust, aan door hem aangewezen andere militaire overheden kan opdragen. Dit is echter niet de strekking van het artikel. Om niet de schijn te geven dat aan de hiërarchische meerdere een van zijn attributen wordt ontnomen, verdient het aanbeveling in de artikelen die raadpleging van die meerderen voorschrijven, namelijk in de artikelen 16, 22, 26, 30, 33 en 52 van het ontwerp, een bepaling in te voegen die de Minister in uitzonderingsgevallen gelast, objectief de militaire overheden aan te wijzen die hij naast de gewone hiërarchische meerderen behoort te raadplegen.

+

\+ +

.../...

Artikel 56.

Waar het ontwerp bepaalt, dat de Minister van Landsverdediging de gelijkwaardigheid van de in een vreemde militaire inrichting gegeven opleiding met de daarmede in België overeenstemmende opleiding regelt, wil het de Minister machtigen om de stof door algemene voorzieningen te regelen,maar ook, bij uitzondering, om die gelijkwaardigheid in bijzondere gevallen vast te stellen.

\+

\+ +

Artikel 59.

Artikel 37 van de wet van 1 maart 1958 bepaalt :

"Een anciënniteitsbijslag voor zijn benoeming in de graad van kapitein kan genieten :

1° de officier die, vóór hij tot de Koninklijke Militaire School of tot de in artikel 1, eerste lid, 5°, b, bedoelde opleidingscyclus werd toegelaten, met goed gevolg hogere studies heeft gedaan ;

2° ...

De eenmaal verkregen anciënniteitsbijslag geldt voor de verdere loopbaan van de officier. Zijn anciënniteit in de graad van onderluitenant wordt dienovereenkomstig gewijzigd. De Koning bepaalt de studiën waarvoor anciënniteitsbijslag kan worden verleend en de overige voorwaarden die aan het genot ervan worden verbonden".

.../...

Aangezien hulpofficieren van de luchtmacht in het actief kader worden opgenomen zonder de Koninklijke Militaire School te hebben bezocht en zonder de in artikel 1, 5°, b, van de wet van 1 maart 1958 voorgeschreven opleidingscyclus te hebben gevolgd, bepaalt artikel 59 van het ontwerp : "Voor de toepassing van artikel 37, 1°, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, worden de hulpofficieren van de luchtmacht, die in het actief kader zijn opgenomen, geacht langs het kader te zijn aangeworven".

De toekenning aan hulpofficieren van de in artikel 37 van de wet van 1 maart 1958 bepaalde bijslag vindt geen rechtsgrond in die wet, waarvan alleen de bepalingen betreffende de bevordering, krachtens artikel 7 van de wet van 23 december 1955, op die officieren toepassing vinden.

De rechtsgrond voor de toekenning van de bijslag is artikel 18 van de wet van 23 december 1955, dat bepaalt : "De Koning bepaalt de beschikkingen die de anciënniteit van de in het actief kader van de luchtmacht aanvaarde hulpofficier regelen".

Artikel 59 is dus niet op zijn plaats in het ontwerp. Artikel 18 van het koninklijk besluit van 23 mei 1956 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, hetwelk is vastgesteld ter uitvoering van artikel 18 van de wet van 23 december 1955, moet worden aangevuld met een bepaling, dat de bijslag wegens

.../...

gedane studiën waarvan sprake is in artikel 37 van de wet van 1 maart 1958, wordt toegekend aan de hulpofficieren die in het actief kader worden opgenomen.

Mocht het hier om een onachtzaamheid gaan, dan moge de Raad van State bovendien opmerken dat het ontwerp geen soortgelijke bepaling bevat ten aanzien van de in het actief kader opgenomen officieren van het aanvullingskader.

\+

\+ +

Artikel 60.

Zoals zoëven is gezegd in verband met artikel 50 van het ontwerp, behoort artikel 60, § 1, 2°, eerste lid, indien de Regering op het gedane voorstel ingaat, zo te worden gewijzigd dat ook artikel 16 van het koninklijk besluit van 6 oktober 1951 wordt opgeheven.

Dit laatste besluit is gewijzigd door het koninklijk besluit van 4 november 1958, waarvan artikel 5 een overgangsmaatregel bevat in verband met de vakken die in de applicatieschool van de Rijkswacht worden gedoceerd. Dezelfde overgangsmaatregel moet dus niet worden overgenomen in artikel 60, § 1, 2°, tweede lid, van het ontwerp.

\+

\+ +

Tenslotte zijn bij het ontwerp tal van opmerkingen te maken die alleen de vorm betreffen en waarmede in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden:

/

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE WERVING VAN BEROEPS-OFFICIEREN LANGS HET KADER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren;

Gelet op de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - LETTERKUNDIG EN WETENSCHAPPELIJK EXAMEN.

Artikel 1.-

Om tot de opleiding van officier langs het kader te worden toegelaten, moet de kandidaat geslaagd zijn voor een letterkundig en wetenschappelijk examen, waarvan het programma de vakken van het vergelijkend examen voor toelating tot de sectie "infanterie" van de Koninklijke Militaire School omvat, met uitsluiting van het tekenen.

.../...

Kandidaat-officieren-technici van de zeemacht die uit het kader van de onderofficieren-specialisten komen, zijn van dit examen vrijgesteld.

Artikel 2.-

De Minister van Landsverdediging richt het letterkundig en wetenschappelijk examen in wanneer de kaderbehoeften zulks vereisen.

De Minister van Landsverdediging bepaalt voor welke korpsen of groepen van korpsen zal worden aangeworven; voor elk daarvan bepaalt hij, alvorens de inschrijvingen worden gesloten, het aantal kandidaten die in elk taalstelsel zullen worden aangeworven.

De verschillende korpsen van de landmacht worden altijd gegroepeerd.

Artikel 3.-

Het letterkundig en wetenschappelijk examen is een vergelijkend examen.

De kandidaten kunnen zich laten inschrijven voor de verschillende korpsen of groepen van korpsen waarvoor het examen wordt ingericht. Bij hun inschrijving moeten zij hun voorkeur te kennen geven.

Na het verstrijken van de door de Minister van Landsverdediging vastgestelde termijn, worden geen inschrijvingen meer aanvaard.

.../...

Artikel 4.-

... (artikel 8 van het ontwerp) ...

Artikel 5.-

De Minister van Landsverdediging kan de kandidaten voor het letterkundig en wetenschappelijk examen aan een voorafgaand schiftingsexamen onderwerpen, met uitzondering van hen die leerling zijn aan een der scholen van de krijgsmacht welke voor dat examen voorbereiden of die vroeger geslaagd zijn voor bepaalde, door hem aangewezen examens.

Artikel 6.-

§ 1. Bij het einde van het letterkundig en wetenschappelijk examen wordt, per taalstelsel, voor ieder der korpsen of groepen van korpsen waarvoor het examen werd ingericht een rangschikkingstabel opgemaakt.

§ 2. Kandidaten die het door de Minister van Landsverdediging bepaalde minimum aantal punten hebben behaald, worden gerangschikt op de rangschikkingstabel van ieder der korpsen of groepen van korpsen waarvoor zij zich hebben laten inschrijven, in afgaande volgorde van het algemeen gemiddelde der punten die zij bij het letterkundig en wetenschappelijk examen behaald hebben.

Kandidaten die zich op verschillende tabellen batig rangschikken, komen op de tabel te staan van het korps of van de korpsengroep waaraan zij bij hun inschrijving de voorkeur gegeven hebben.

.../...

§ 3. Kandidaten die het door de Minister van Landsverdediging bepaalde minimum aantal punten hebben behaald maar niet batig gerangschikt zijn, kunnen op hun aanvraag overgebracht worden naar de tabel van een der korpsen of korpsengroepen die de Minister van Landsverdediging bepaalt, en waarvoor niet genoeg kandidaten geslaagd zijn.

Deze mogelijkheid wordt hun geboden in de volgorde van hun rangschikking bij het examen.

Artikel 7.-

Kandidaten mogen zich niet meer dan drie maal voor het letterkundig en wetenschappelijk examen aanmelden.

Nochtans wordt geen rekening gehouden met het examen waaruit een kandidaat gedwongen zou zijn zich terug te trekken om een door de Minister van Landsverdediging geldig bevonden reden.

Elk uitsluitingscijfer in één der letterkundige of wetenschappelijke vakken leidt tot mislukking in gans het examen.

HOOFDSTUK II. - CYCLUS VAKOPLEIDING.

Afdeling 1. - Gemene bepalingen voor alle kandidaten.

Artikel 8.-

Om door de Minister van Landsverdediging als kandidaat officier te worden aanvaard en om tot de op-

leiding van officier langs het kader te worden toegelaten, moet de kandidaat die zich voor het letterkundig en wetenschappelijk examen batig heeft gerangschikt, aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° in werkelijke dienst zijn;

2° zo hij geen beroepsonderofficier is, een dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis ondertekenen, waarvan de Minister van Landsverdediging de duur bepaalt;

3° een verklaring ondertekenen, waarbij hij zich verbindt tenminste tien jaar, vanaf de datum van zijn benoeming in de eerste graad van officier, in werkelijke dienst te blijven;

4° de zedelijke hoedanigheden bezitten, die voor de staat van officier onontbeerlijk zijn;

5° voldaan hebben bij het geneeskundig onderzoek betreffende de lichaamsvereisten, en bij de proeven voor lichaamsgeschiktheid en de psychotechnische proeven welke de Minister van Landsverdediging bepaalt.

Bovendien moeten de kandidaten aan de in dit hoofdstuk gestelde bijzondere voorwaarden voldoen.

Artikel 9.-

De kandidaat moet bij het onderzoek en de proeven bepaald in artikel 8, 5°, voldaan hebben vóór het einde van de zittijd van het letterkundig en wetenschappelijk examen waaraan hij heeft deelgenomen, zo-

.../...

niet moet hij dit examen, het medisch onderzoek, de proeven voor lichaamsgeschiktheid en de psychotechnische proeven overdoen; de kandidaat echter wiens psychotechnische proef geen eindconclusies wettigt, kan voorlopig worden aanvaard.

Artikel 10.-

De aanvaarding van de kandidatuur door de Minister van Landsverdediging kan in elk stadium van de opleiding worden ingetrokken als de kandidaat niet langer de voor de staat van officier onontbeerlijke lichamelijke en zedelijke hoedanigheden bezit. In dit geval verliest de betrokkene de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier en mag hij niet verder worden opgeleid.

Artikel 11.-

Voor de toepassing van de bepalingen van dit besluit betreffende de machtiging om het vakexamen over te doen, wordt niet geacht voor dat examen te zijn mislukt hij die verplicht wordt het andermaal af te leggen nadat hij tweemaal op het taalexamen van onderluitenant is afgewezen.

Artikel 12.-

In afwijking van de bepalingen van dit hoofdstuk kan de Minister van Landsverdediging de leerling van de Koninklijke Militaire School die deze school heeft moeten verlaten, machtigen om zijn officiersopleiding langs het kader te eindigen, onder voorwaarden welke hij in elk afzonderlijk geval bepaalt.

.../...

Afdeling 2.- Bepalingen toepasselijk op kandidaat-officieren van de landmacht, de luchtmacht en de diensten van de zeemacht.

Artikel 13.-

Om als kandidaat te worden aanvaard en tot de cyclus voor opleiding van officier langs het kader te worden toegelaten, moet de kandidaat-officier van de landmacht, de luchtmacht en de diensten van de zeemacht aan de in artikel 8 gestelde voorwaarden voldoen en bovendien met goed gevolg hebben bijgewoond :

hetzij de opleidingscyclus van reserveofficier ;

hetzij de opleidingscyclus van onderofficier van het actief of van het reservekader;

hetzij een gespecialiseerde opleidingscyclus, die de Minister van Landsverdediging bepaalt.

De Minister van Landsverdediging kan echter de kandidaat-officier van de luchtmacht voorlopig aannemen, alvorens deze de in het eerste lid omschreven opleiding heeft ontvangen, en hem machtigen ze tijdens of na het eerste gedeelte van zijn opleiding van kandidaat-beroepsofficier te volgen.

Artikel 14.-

De cyclus vakopleiding bestaat uit twee delen, die ieder met examens eindigen :

.../...

1° cursussen van een school voor voorbereiding tot de graad van onderluitenant, over vakken van algemene ontwikkeling en militaire opleiding; de kandidaat die zijn opleiding wil voortzetten, moet geslaagd zijn voor de examens van dit eerste deel;

2° cursussen voortgezette opleiding.

Artikel 15.-

De kandidaten die geslaagd zijn voor de examens welke de cursussen van de school voor voorbereiding tot de graad van onderluitenant besluiten, worden verdeeld over de korpsen, voor het geheel waarvan zij zijn aangeworven.

Zij kiezen het korps waarbij zij zullen worden ingedeeld in de volgorde van hun rangschikking in de examens; van die volgorde kan de Minister van Landsverdediging echter ten gunste van sommige categorieën van kandidaten afwijken, terwille van hun militaire of technische vorming.

Artikel 16.-

§ 1. Alleen met machtiging van de Minister van Landsverdediging mag een kandidaat zich een tweede maal voor de examens aanmelden. De Minister bepaalt de

.../...

examenzittijd waarvoor de kandidaat opnieuw mag opkomen en beslist of hij de cursussen geheel of gedeeltelijk opnieuw moet volgen.

Deze machtiging mag eerst na raadpleging van de hiërarchische chefs en van andere, door de Minister van Landsverdediging aan te wijzen militaire autoriteiten worden geweigerd.

De kandidaat die gemachtigd wordt zich opnieuw aan te melden, wordt bij een volgende promotie ingedeeld.

§ 2. De kandidaat die tot tweemaal toe niet geslaagd is voor de examens welke een der onderdelen van de opleidingscyclus besluiten of die niet geslaagd is voor de examens van ieder van die onderdelen, verliest voorgoed de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier. Hetzelfde geldt wanneer hem machtiging is geweigerd, zich opnieuw voor een van de examenreeksen aan te melden.

Artikel 17.-

De eindexamens van de cursussen in de school voor voorbereiding tot de graad van onderluitenant omvatten het examen dat is voorgeschreven door de artikelen 3 en 4 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955.

.../...

Artikel 18.-

De kandidaat-hulpofficier van de luchtmacht die tot het gebreveteerd of lerend varend personeel behoort, en die, na bij het letterkundig en wetenschappelijk examen in batige orde te zijn gerangschikt en alvorens tot hulponderluitenant te zijn benoemd, wegens een tot het varen beperkte lichamelijke of professionele ongeschiktheid, zijn hoedanigheid van lid van dit personeel verliest, kan door de Minister van Landsverdediging worden gemachtigd zijn officiersopleiding in een ander korps van de luchtmacht te voltooien.

Hetzelfde geldt :

1° voor de kandidaat-officier van het varend personeel van de luchtmacht die tot het gebreveteerd of lerend varend personeel behoort en, wegens een tot het varen beperkte lichamelijke of professionele ongeschiktheid, zijn hoedanigheid van lid van dit personeel verliest;

2° voor de kandidaat-officier-technicus van de luchtmacht die, wegens professionele ongeschiktheid voor de functie van technicus, zijn opleiding bij dat korps niet kan voltooien.

De Minister van Landsverdediging bepaalt in elk van die gevallen de cursussen en examens welke aan die kandidaten worden opgelegd.

.../...

Afdeling 3.- Bepalingen toepasselijk op kandidaat-dekofficieren van de zeemacht.

Artikel 19.-

Om als kandidaat te worden aanvaard en tot de cyclus voor opleiding van officier langs het kader te worden toegelaten, moet de kandidaat-dekofficier van de zeemacht aan de in artikel 8 gestelde voorwaarden voldoen en bovendien met goed gevolg de lessen van het eerste jaar Hogere Zeevaartschool hebben bijgewoond.

Artikel 20.-

De cyclus vakopleiding bestaat uit twee delen :

1° de cursussen van het tweede jaar Hogere Zeevaartschool ; de kandidaat die tot verdere opleiding wil worden toegelaten, moet geslaagd zijn voor de eindexamens van die cursussen ;

2° een stage van ten minste een jaar, die eindigt met een eind-vakexamen ; de kandidaat kan worden verplicht die stage geheel of gedeeltelijk in een vreemde zeemacht te volbrengen.

.../...

Artikel 21.-

Het eind-vakexamen dat de stage besluit, heeft betrekking op de kennis die de kandidaat tijdens zijn opleiding heeft opgedaan; het heeft tot doel na te gaan of hij in staat is de functie van adjunct-hoofd van de wacht uit te oefenen en als officier op doelmatige wijze aan de algemene dienst aan boord, zowel op zee als in de haven, deel te nemen.

Artikel 22.-

§ 1. Alleen met machtiging van de Minister van Landsverdediging mag een kandidaat zich een tweede maal voor de examens aanmelden. In dat geval bepaalt de Minister voor welke examenzittijd de kandidaat opnieuw mag opkomen, en besluit hij of hij de cursussen gehoel of gedeeltelijk opnieuw moet volgen dan wel de stage moet herbeginnen.

Deze machtiging mag eerst na raadpleging van de hiërarchische chefs en van andere door de Minister van Landsverdediging aan te wijzen militaire autoriteiten worden geweigerd.

De kandidaat die gemachtigd wordt zich opnieuw aan te melden, wordt bij een volgende promotie ingedeeld.

.../...

§ 2. De kandidaat die tot tweemaal toe niet geslaagd is voor de examens, welke een der onderdelen van de opleidingscyclus besluiten, verliest voorgoed de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier. Hetzelfde geldt wanneer hem machtiging is geweigerd, zich opnieuw voor de examens aan te melden.

Artikel 23.-

De kandidaat die de van dekofficieren vereiste lichaamsgeschiktheid verliest, kan door de Minister van Landsverdediging worden gemachtigd om zijn officiers-opleiding als kandidaat-officier van de diensten van de zeemacht te voltooien.

De Minister bepaalt voor elk geval welke cursussen, stages en examens hem hiertoe moeten worden opgelegd. De kandidaat echter die het eerste deel van de in artikel 20 bedoelde opleiding met goed gevolg heeft voltooid, is vrijgesteld van de in artikel 14 opgelegde examens.

Afdeling 4.- Bepalingen toepasselijk op kandidaat-officieren-technici van de zeemacht die niet uit het kader der onderofficieren-specialisten komen.

Artikel 24.-

Om als kandidaat te worden aanvaard en tot de cyclus voor opleiding van officier langs het kader te worden toegelaten, moet de kandidaat-officier-technicus

van de zeemacht die niet uit het kader der onder-officieren-specialisten komt, aan de in artikel 8 gestelde voorwaarden voldoen en bovendien met goed gevolg de opleidingscyclus van reservevaandrig ter zee, tweede klasse-technicus, hebben bijgewoond.

Artikel 25.-

De cyclus vakopleiding bestaat uit twee delen :

1° voorbereidingscursussen tot de graad van vaandrig ter zee tweede klasse-technicus over professionele en wetenschappelijke vakken. De kandidaat kan worden verplicht die cursussen geheel of gedeeltelijk in een vreemde zeemacht te volgen. Het examen dat die cursussen besluit, mag slechts eenmaal worden afgelegd ;

2° een eind-vakexamen over de kennis van de militaire basisreglementen en over de technische kennis die van de vaandrig ter zee tweede klasse-technicus wordt vereist.

Artikel 26.-

§ 1. Alleen met machtiging van de Minister van Landsverdediging mag een kandidaat zich een tweede maal voor het eindvakexamen aanmelden. In dat geval bepaalt de Minister voor welke examenzittijd de kandidaat opnieuw mag opkomen.

.../...

Deze machtiging mag eerst na raadpleging van de hiërarchische chefs en van andere, door de Minister van Landsverdediging aangewezen militaire autoriteiten worden geweigerd.

De kandidaat die gemachtigd wordt zich opnieuw aan te melden, wordt bij een volgende promotie ingedeeld.

§ 2. De kandidaat die niet slaagt voor het examen dat het eerste deel van de cyclus vakopleiding besluit, verliest voorgoed de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier. Hetzelfde geldt voor de kandidaat die tot tweemaal toe niet geslaagd is voor het eind-vakexamen en voor de kandidaat aan wie machtiging is geweigerd, zich opnieuw voor dat examen aan te melden.

Afdeling 5.- Bepalingen toepasselijk op kandidaat-officieren-technici van de zeemacht die uit het kader der onderofficieren-specialisten komen.

Artikel 27.-

Om als kandidaat te worden aanvaard en tot de cyclus voor opleiding van officier langs het kader te worden toegelaten, moet de kandidaat-officier-technicus van de zeemacht die uit het kader der onderofficieren-specialisten komt, aan de in artikel 8, 1° tot 4°, gestelde voorwaarden voldoen en bovendien :

.../...

1° voldaan hebben bij het geneeskundig onderzoek betreffende de lichaamsvereisten voor tot zijn specialiteit behorende officieren, zoals de Minister van Landsverdediging die bepaalt ;

2° de opleiding van eerste-oppermeester-specialist hebben genoten ;

3° de door de Minister van Landsverdediging voorgeschreven dienst- en vaartijd hebben volbracht ;

4° met goed gevolg de examens hebben afgelegd over de kennis van beide landstalen, voorgeschreven bij artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955.

Bovendien moet de kandidaat-vaandrig ter zee-technicus-werktuigkundige met goed gevolg de cursussen voor officier-werktuigkundige eerste klasse hebben bijgewoond aan de Hogere Zeevaartschool.

Artikel 28.-

De cyclus vakopleiding bestaat uit twee delen :

1° voor de kandidaat-vaandrig ter zee-technicus-werktuigkundige :

.../...

de uitoefening van het ambt van officier-werktuigkundige aan boord van een zeevaartuig gedurende ten minste zes maanden ;

voor de overige kandidaten :
cursussen die voorbereiden tot de graad van vaandrig ter zee-tweede klasse-technicus over vakken van algemene ontwikkeling en beroepsontwikkeling ; het examen dat deze cursussen besluit, mag slechts eenmaal worden afgelegd ;

2° een vakexamen over de kennis van de militaire basisreglementen en over de technische kennis die van de vaandrig ter zee-tweede klasse-technicus wordt vereist.

Artikel 29.-

Het in artikel 28, 2°, voorgeschreven vakexamen is een vergelijkend examen.

Het aantal mededingers voor elk taalstelsel wordt door de Minister van Landsverdediging bepaald ten laatste alvorens de inschrijvingen worden gesloten.

Kandidaat-officieren-technici-werktuigkundigen kunnen het vakexamen afleggen alvorens het in artikel 28, 1°, vermelde ambt te hebben uitgeoefend.

.../...

Artikel 30.-

§ 1. Alleen met machtiging van de Minister van Landsverdediging mag een kandidaat zich een tweede maal voor het in artikel 28, 2°, bedoelde examen aanmelden. De Minister bepaalt voor welke examenzittijd de kandidaat opnieuw mag opkomen.

Deze machtiging mag eerst na raadpleging van hiërarchische chefs en van andere, door de Minister van Landsverdediging aangewezen militaire autoriteiten worden geweigerd.

De kandidaat die gemachtigd wordt zich opnieuw aan te melden, wordt bij een volgende promotie ingedeeld.

§ 2. De kandidaat die niet slaagt voor het examen dat het eerste deel van de cyclus vakopleiding besluit, verliest voorgoed de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier. Hetzelfde geldt voor de kandidaat die tot tweemaal toe niet geslaagd is voor het examen dat het tweede deel van de cyclus vakopleiding besluit en voor de kandidaat aan wie machtiging is geweigerd, zich voor dat examen opnieuw aan te melden.

.../...

Afdeling 6.- Bepalingen toepasselijk op kandidaat-officieren van de Rijkswacht.

Artikel 31.-

Om als kandidaat te worden aanvaard en tot de cyclus voor opleiding van officier langs het kader te worden toegelaten, moet de kandidaat-officier van de Rijkswacht aan de in artikel 8 gestelde voorwaarden voldoen en bovendien bij de Rijkswacht de door de Minister van Landsverdediging bepaalde minimum werkelijke diensttijd tellen.

Artikel 32.-

De cyclus vakopleiding bestaat uit drie delen :

1° de cursussen van kandidaat-keuronderofficier van de Rijkswacht ; de kandidaat die tot verdere opleiding wil worden toegelaten, moet geslaagd zijn voor het eindexamen van dit eerste deel ;

2° een periode van ten minste zes maanden dienst bij een mobiele eenheid in een voor een keur-onderofficier bestemd ambt ;

3° de opleidingscursussen voor kandidaat-onderluitenants, gegeven aan de school voor voorbereiding tot de graad van onderluitenant van de Rijkswacht. Deze cursussen lopen over vakken van algemene en militaire opleiding en eindigen met een eind-vakexamen.

.../...

Bij het verlaten van de school wordt aan elke kandidaat een beoordelingscijfer toegekend dat, volgens door de Minister van Landsverdediging vastgestelde regels, rekening houdt met de bij het eind-vakexamen behaalde uitslag en met de militaire geschiktheid van de kandidaat.

Artikel 33.-

§ 1. Alleen met machtiging van de Minister van Landsverdediging mag een kandidaat zich een tweede maal voor de examens aanmelden. De Minister bepaalt voor welke examenzittijd de kandidaat opnieuw mag opkomen en beslist of hij de cursussen geheel of gedeeltelijk opnieuw moet volgen.

Deze machtiging mag eerst na raadpleging van de hiërarchische chefs en van andere door de Minister van Landsverdediging aangewezen militaire autoriteiten worden geweigerd.

De kandidaat die gemachtigd wordt zich opnieuw aan te melden, wordt bij een volgende promotie ingedeeld.

§ 2. De kandidaat die tot tweemaal toe niet geslaagd is voor het examen dat een der delen van de cyclus vakopleiding besluit, verliest voorgoed zijn hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier. Hetzelfde geldt wanneer hem machtiging is geweigerd, zich opnieuw voor een van de examens aan te melden.

.../...

HOOFDSTUK III.- TOEGANG TOT DE GRAAD VAN ONDERLUITENANT EN VAN VAANDRIG TER ZEE TWEEDE KLASSE.

Artikel 34.-

Om tot onderluitenant of tot vaandrig ter zee tweede klasse te worden benoemd, mag de kandidaat niet ouder zijn dan 35 jaar op de datum waarop zijn benoeming ingaat.

Afdeling 1. - Bepalingen toepasselijk op kandidaat-officieren van de krijgsmacht, met uitzondering van kandidaat-dekofficieren van de zeemacht en kandidaat-officieren van de Rijkswacht.

Artikel 35.-

§ 1. Onder voorbehoud van het bepaalde in § 2 worden de benoemingen tot onderluitenant en tot vaandrig ter zee tweede klasse gedaan volgens de rangschikking, opgemaakt na de examens die de verschillende delen van de cyclus vakopleiding besluiten. Deze rangschikking houdt rekening, volgens door de Minister van Landsverdediging vastgestelde regels, met de in die examens behaalde cijfers en met de militaire geschiktheid van de kandidaten.

.../...

§ 2. Kandidaat-officieren-technici van de zeemacht die uit het kader der onderofficieren-specialisten komen, kunnen niet tot vaandrig ter zee tweede klasse-technicus worden benoemd, tenzij ze vijf jaar als militair specialist van hun kwalificatie hebben gediend.

De benoemingen worden gedaan volgens de rangschikking, opgemaakt op grond van de cijfers die bij de in artikel 28 bedoelde examens zijn behaald, onder de kandidaten die aan deze anciënniteitsvoorwaarde voldoen.

Afdeling 2.- Bepalingen toepasselijk op kandidaat-dekofficieren van de zeemacht.

A. Aanstelling in de graad van vaandrig ter zee tweede klasse.

Artikel 36.-

De kandidaat-vaandrig ter zee tweede klasse die met goed gevolg het eerste deel van de in artikel 20 bedoelde cyclus vakopleiding heeft beëindigd, wordt aangesteld in de graad van luitenant ter zee tweede klasse, ten vroegste de 27e december van het jaar waarin hij die studies heeft voltooid.

.../...

Artikel 37.-

De kandidaat-vaandrigs ter zee tweede klasse die uit een zelfde cursus van de Hogere Zeevaartschool komen, worden op dezelfde datum in deze graad aangesteld en voorlopig onder elkaar gerangschikt in afgaande volgorde van de bij de eindexamens van deze cursussen behaalde cijfers.

Artikel 38.-

De aanstelling in de graad van vaandrig ter zee tweede klasse wordt ingetrokken :

1° op advies van de militaire commissie voor geschiktheid en reform, in geval van lichaamsongeschiktheid of lichamelijke ongeschiktheid tot varen ;

2° op gemotiveerd verslag van de hiërarchische chefs, in geval van professioncle of zedelijke ongeschiktheid;

3° in geval van verlies van de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier bij toepassing van artikel 22, § 2.

B. Benoeming tot vaandrig ter zee tweede klasse.

Artikel 39.-

§ 1. De Minister van Landsverdediging maakt de onderlinge rangschikking op van de officieren die in de graad van vaandrig ter zee tweede klasse zijn aangesteld na het eind-vakexamen bedoeld in artikel 20, 2°.

.../...

Deze rangschikking houdt rekening, volgens door de Minister van Landsverdediging vastgestelde regels, met de cijfers behaald in de examens die beide delen van de in artikel 20 voorgeschreven cyclus vakopleiding besluiten, en met de militaire geschiktheid van de kandidaten.

§ 2. De benoemingen van kandidaten van een zelfde promotie tot vaandrig ter zee tweede klasse hebben op dezelfde datum plaats volgens de in § 1 bepaalde rangschikking.

Tot een zelfde promotie behoren de op dezelfde datum aangestelde kandidaten die in een zelfde zittijd voor het eind-vakexamen zijn geslaagd en geen anciënniteit hebben verloren.

Artikel 40.-

Kandidaat-dekofficieren die, nadat zij het eerste deel van de in artikel 20 voorgeschreven opleiding hebben geëindigd, hun opleiding onder de in artikel 23 gestelde voorwaarden als kandidaat-officier van het dienstenkorps van de zeemacht hebben voltooid, worden voor hun benoeming gerangschikt achter de kandidaten van dit korps die in hetzelfde jaar als zij geslaagd zijn voor de examens welke het eerste deel van hun opleiding besluiten.

.../...

Artikel 41.-

Gebreveteerde officieren ter lange vaart die, op het tijdstip dat zij in werkelijke dienst treden, van een vaartijd ter lange vaart als officier-hoofd van de wacht doen blijken, krijgen voor de toegang tot de graad van vaandrig ter zee tweede klasse een anciënniteits-bijslag die gelijk is aan die vaartijd maar niet meer dan twee jaar mag bedragen.

Voor latere bevordering mag die anciënniteits-bijslag echter niet tot gevolg hebben dat zij worden gerangschikt vóór vaandrigs ter zee die geslaagd zijn voor het eerste deel van de in artikel 20 bedoelde cyclus vak-opleiding, in het jaar waarin de betrokkenen hun diploma van aspirant ter lange vaart hebben behaald.

Afdeling 3- Bepalingen toepasselijk op kandidaat-officieren van de Rijkswacht.

A. Aanstelling in de graad van onderluitenant van de Rijkswacht.

Artikel 42.-

De kandidaat die geslaagd is voor het in artikel 32, 3°, bedoelde eind-vakexamen, wordt aangesteld in de graad van onderluitenant van de Rijkswacht, tenvroegste twee jaar nadat hij in batige orde is gerangschikt in het letterkundig en wetenschappelijk examen.

.../...

Kandidaten die tijdens een zelfde kwartaal aan deze voorwaarden voldoen, worden op dezelfde datum tot onderluitenant aangesteld ; ze worden voorlopig onderling gerangschikt volgens het cijfer dat zij hebben behaald toen zij de school voor voorbereiding tot de graad van onderluitenant van de Rijkswacht verlieten.

Artikel 43.-

De aanstelling in de graad van onderluitenant wordt ingetrokken :

1° op advies van de militaire commissie voor geschiktheid en reform, in geval van lichaamsongeschiktheid ;

2° op gemotiveerd verslag van de hiërarchische chefs, in geval van professionele of zedelijke ongeschiktheid ;

3° in geval van verlies van de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier bij toepassing van artikel 48, § 2.

8. Opleidingscyclus aan de Applicatieschool van de Rijkswacht.-

Artikel 44.-

De opleidingscyclus aan de Applicatieschool van de Rijkswacht is gemeenschappelijk voor de kandidaat-officieren van de Rijkswacht die voor het uitgangsexamen van de Koninklijke Militaire School zijn geslaagd en voor hen die geslaagd zijn voor het in artikel 32, 3°, voorgeschreven eind-vakexamen van de school voor voorbereiding

.../...

tot de graad van onderluitenant van de Rijkswacht. Kandidaten die hetzelfde studiejaar volgen, vormen één promotie.

Artikel 45.-

De opleidingscyclus in de Applicatieschool van de Rijkswacht omvat :

1° cursussen die in deze school worden gegeven over vakken van professionele aard ;

2° een stage bij een mobiele eenheid van de Rijkswacht ;

3° een stage in een Rijkswachtdistrict.

Bij het einde van de opleidingscyclus heeft een uitgangsexamen plaats.

De Minister van Landsverdediging stelt de duur van de opleidingscyclus vast, welke niet minder dan 21 maanden mag bedragen, alsook de duur van de verschillende delen ervan.

Artikel 46.-

Het examen over de tweede landstaal dat is voorgeschreven in artikel 17bis van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955, omvat :

.../...

1° een schriftelijk gedeelte, waarbij de betrokkenen een in de eerste taal opgestelde tekst in de tweede taal samenvatten. Die tekst handelt over de vakken door de Minister van Landsverdediging aangewezen onder die welke in de Applicatieschool van de Rijkswacht worden onderwezen ;

2° een mondeling gedeelte waarbij de betrokkenen een in de tweede taal opgestelde tekst, eveneens over één der bovenvermelde vakken, in deze taal samenvatten. Dit gedeelte wordt aangevuld met een kort gesprek over het door de kandidaat uiteengezette onderwerp met de leden van de examencommissie.

Voor het aanvullend examen over de wezenlijke kennis van de tweede taal wordt een aantal punten toegekend dat gelijk is aan één tiende van het totaal der voor het volledig uitgangsexamen toegekende punten.

Artikel 47.-

Bij het einde van de opleidingscyclus aan de Applicatieschool van de Rijkswacht krijgt elke onderluitenant-leerling een cijfer waarbij, volgens door de Minister van Landsverdediging vastgestelde regelen, rekening wordt gehouden met de in het uitgangsexamen behaalde uitslag en met de militaire geschiktheid van de kandidaat.

Het aldus toegekende cijfer, toegevoegd aan het cijfer dat hetzij bij het uitgangsexamen van de Koninklijke Militaire School, hetzij bij het uitgangsexamen van de

.../...

School voor voorbereiding tot de graad van onderluitenant van de Rijkswacht werd behaald, vormt het verdienstecijfer van de betrokkene.

Artikel 48.-

§ 1. Alleen met machtiging van de Minister van Landsverdediging mag een onderluitenant-leerling zich een tweede maal voor het uitgangsexamen van de Applicatieschool aanmelden. De Minister bepaalt voor welke examenzittijd de kandidaat opnieuw mag opkomen en beslist of hij de cursussen geheel of gedeeltelijk opnieuw moet volgen.

Deze machtiging mag eerst na raadpleging van de hiërarchische chefs en van andere door de Minister van Landsverdediging aangewezen militaire autoriteiten worden geweigerd.

De kandidaat die gemachtigd wordt zich opnieuw aan te melden, wordt bij een volgende promotie ingedeeld.

§ 2. De onderluitenant-leerling die tot tweemaal toe niet geslaagd is voor het uitgangsexamen, verliest voorgoed zijn hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier. Hetzelfde geldt wanneer hem machtiging is geweigerd, zich opnieuw voor het examen aan te melden.

.../...

C. Benoeming tot onderluitenant van de Rijkswacht.

Artikel 49.-

Kandidaten die op dezelfde datum tot onderluitenant van de Rijkswacht moeten worden bevorderd en die aan een zelfde examen hebben deelgenomen, worden benoemd in de afgaande volgorde van de in artikel 47, tweede lid, bedoelde verdienstecijfers.

In dit opzicht worden geacht aan een zelfde examen te hebben deelgenomen, alle kandidaten die dezelfde opleiding hebben gekregen, hetzij aan de Koninklijke Militaire School, hetzij langs het kader, onverschillig tijdens welke zittijden zij voor de verschillende examens zijn geslaagd.

HOOFDSTUK IV.- DIVERSE BEPALINGEN.

Artikel 50.-

Wanneer een kandidaat-officier zijn opleiding geheel of gedeeltelijk in een buitenlandse militaire instelling krijgt, bepaalt de Minister van Landsverdediging de gelijkwaardigheid van deze opleiding met de hiermede in België overeenstemmende opleiding. Hetzelfde geldt eventueel voor de examens.

.../...

Artikel 51.-

§ 1. De Minister van Landsverdediging regelt de bevordering, in het lager kader, van kandidaat-beroepsofficieren langs het kader. Hij mag hun één of meer graden door aanstelling verlenen. Het verlies van de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier leidt tot intrekking van deze aanstellingen.

§ 2. De dienstverbintenis of de nieuwe dienstverbintenis van de militair die, bij toepassing van de artikelen 38, 1° en 2°, en 43, 1° en 2°, de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier verliest, wordt, op zijn verzoek, door de Minister van Landsverdediging verbroken.

De kandidaat wiens aanstelling in de graad van vaandrig ter zee tweede klasse of van onderluitenant van de Rijkswacht is ingetrokken bij toepassing van de artikelen 38, 3°, en 43, 3°, wordt onder de wapens gehouden voor de duur van zijn dienstverbintenis; duurt deze periode langer dan drie jaar te rekenen van de intrekking van de aanstelling, dan kan zijn dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis op zijn verzoek bij het verstrijken van het derde jaar worden verbroken.

Artikel 52.-

De Minister van Landsverdediging stelt het omstandig programma van de cursussen en van de examens vast; hij stelt de regelen voor de inrichting ervan en de vereiste algemene en bijzondere cijfers vast.

.../...

Artikel 53.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 29 april 1954 betreffende de werving van officieren van het actief kader langs het kader, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1956 ;

2° onverminderd de overgangsbepalingen van het koninklijk besluit van 4 november 1958, het koninklijk besluit van 6 oktober 1951 betreffende de benoeming tot de graad van onderluitenant der Rijkswacht en de inrichting van de Applicatieschool van de Rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 januari 1952, 23 juni 1954, 31 oktober 1955, 14 januari 1956 en 4 november 1958, met uitzondering van de artikelen 19, 20, 21, 22 en 25.

Artikel 54.-

Bij wijze van overgangsmaatregel :

1° blijven kandidaat-officieren van de landmacht, de luchtmacht en de zeemacht, die zich onder de toepassing van de opgeheven regeling bij het letterkundig en wetenschappelijk examen batig hebben gerangschikt, aan die regeling onderworpen tot zij in de eerste graad van officier worden benoemd ;

.../...

2° blijven de kandidaten die, onder de toepassing van de wet van 15 september 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, tot onderluitenant-leerling van de Rijkswacht zijn benoemd, aan de bepalingen van de artikelen 15, 17 en 18 van het koninklijk besluit van 6 oktober 1951 onderworpen.

Artikel 55.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.